

SAVOIR

OUTAOUAIS

Le magazine de l'Université
du Québec en Outaouais

Volume 7 | Numéro 2 | Automne 2007

Y a-t-il de futurs enseignants parmi nous ?

Dans ce numéro : Rapport d'activités de l'UQO

GEORGES

GRILLADES ET BAR



AU MENU : CÔTE DE BŒUF RÔTIE
CANADIENNE, STEAKS, PÂTES
VOLAILLE, FRUITS DE MER FRAIS,
NOTRE CARTE PROPOSANT VINS,
MARTINIS ET CONCOCTIONS
GLACÉES SAURA VOUS PLAIRE.

LE NOUVEAU RESTO BRANCHÉ

Le restaurant **Georges Grillades et Bar** célèbre les gens, la fine cuisine et les arts sous toutes leurs formes dans un environnement décontracté.

Avec ses mets et boissons éclectiques, son décor contemporain ayant comme toile de fond des rythmes énergisants, Georges vous propose l'endroit idéal pour des rencontres selon le moment ou **vos sorties entre amis**.

À la tombée du jour, rendez-vous à notre **Martini Lounge** et laissez-vous transporter aux sons de notre **DJ le week-end**.



Les défis d'un conseil d'administration

Voilà quelques années que j'œuvre bénévolement au sein du conseil d'administration de l'Université du Québec en Outaouais (UQO). En plein essor, notre université est moderne et interagit avec les partenaires du milieu. En effet, l'UQO contribue, par ses programmes de formation et ses créneaux de recherche, au développement économique, social et culturel de tous les territoires urbains qu'elle dessert. Depuis sa création, elle offre également des services en milieu rural, car elle est convaincue que la formation supérieure se veut une clé essentielle au développement des collectivités. C'est son histoire, sa culture, sa mission.

Aujourd'hui, en tant que présidente du conseil d'administration, je profite de cette tribune pour partager avec vous quelques réflexions personnelles sur la raison d'être et le rôle que doit jouer le conseil d'administration de cet établissement.

J'ai constaté que le réseau universitaire québécois, dans son administration et sa gestion, constitue un système très complexe. Mais au-delà de ce constat, il appert que la mission d'une université consiste d'abord et avant tout en la diffusion du savoir et la découverte de nouvelles connaissances. Le défi et la responsabilité du conseil d'administration est de s'assurer que cette mission s'actualise à travers les décisions et les orientations qui s'inscrivent à l'intérieur d'une compréhension commune.

La qualité des décisions que nous prenons et le bon fonctionnement du conseil d'administration proviennent également d'une conception claire et précise de notre rôle d'administrateur. Nous devons comprendre que le rôle de gestionnaire appartient à la haute direction de l'université alors que le nôtre est d'administrer. Notre défi : distinguer clairement l'un de l'autre. Il ne faut absolument pas que le conseil d'administration soit perçu comme un frein à la réalisation des objectifs de la haute direction. Par contre, il importe que les membres du conseil reçoivent une information de qualité afin de les mener vers des décisions éclairées.

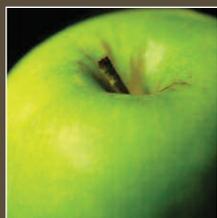
À titre de membres du conseil d'administration, nous constituons un regroupement aux compétences très diversifiées et possédons une richesse inouïe. J'ai la conviction que la qualité et l'efficacité de notre conseil passent par le respect mutuel et la reconnaissance de ces compétences. En plus de se respecter et de se reconnaître professionnellement, les membres développent un lien de confiance réciproque au sein du conseil. Cependant, cette confiance n'existe pas à priori. Il faut la bâtir et cela prend du temps. Heureusement, la volonté individuelle des membres de s'y engager peut faire toute une différence!

Outre l'esprit d'équipe, les conseils d'administration font face à une autre réalité : les procédures prévues pour la nomination de membres ont pour conséquence que de nouveaux arrivants intègrent régulièrement les rangs du conseil. À cet égard, nous nous devons de prioriser, en tout temps, les intérêts supérieurs de l'établissement et non ceux des groupes que nous représentons. Cette considération d'ordre éthique demeure à mon avis un facteur capital qui contribue certainement à la bonne santé et au bon fonctionnement d'un conseil d'administration.

S'engager dans un conseil d'administration constitue un investissement majeur. Il convient pour chacun d'entre nous de bien intégrer les valeurs, l'histoire et la culture de l'établissement. Malgré le rôle qui nous incombe et les défis qui se présentent, nous devons toujours conserver en tête que notre engagement et notre responsabilité se résume à faire évoluer l'université dans sa mission première, celle de diffuser le savoir et découvrir de nouvelles connaissances.

Marlène Thonnard
Présidente du conseil d'administration

8



À la une

Y a-t-il de futurs enseignants parmi nous ?

Rencontre

Lizanne Lafontaine, professeure



14

18



Rencontre

Jean-François Lapointe, chargé de cours

Rencontre

Lyse Ricard, diplômée



20

22



Recherche – Innovations sociales

L'UQO et le développement des communautés :
une combinaison gagnante

Recherche - Santé

Structuration : des initiatives issues du milieu



24

Encart spécial
L'UQO, ça grandit
Rapport d'activités 2006-2007

À propos 1
Les défis
d'un conseil d'administration

Brèves 4

Droit de parole 27

Fondation 28

Diplômés 32



Savoir Outaouais

Le magazine de l'Université
du Québec en Outaouais

Volume 7, numéro 2 – Automne 2007

Savoir Outaouais est publié deux fois par année par la Direction des communications et du recrutement de l'Université du Québec en Outaouais. Il est distribué gratuitement aux membres du personnel, aux retraités, aux diplômés et aux différents partenaires de l'UQO, de même qu'aux diverses instances universitaires.

Tirage 26 000 exemplaires

Rédactrice en chef France Fouquette

Vente publicitaire Média Place
Communications

Comité d'orientation Jean Boileau
Callixte
Hakizumwami Birali
Jean-Claude Desruisseaux

Rédaction André Manseau
Lucie Ménard
Manon Côté
France Fouquette
Dianne Legault-Paquette

Yves Lusignan
André Magny
Stéphanie Moreau

Révision Annie Caron

Design graphique Denis LaPointe

Photographes Sylvain Marier
Denis LaPointe
(couverture
et article à la une)

Illustration Valérie Cyr, p. 22.

Dépôt légal - 2001

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-0621

La rédaction de Savoir Outaouais laisse aux auteurs l'entière responsabilité de leurs opinions. La reproduction des articles est autorisée, sous réserve de mention de la source et d'une autorisation de la direction du magazine.

Le genre masculin est utilisé sans discrimination dans le seul but d'alléger le texte.

Postes Canada

Envoi de poste-publications canadienne
Numéro de convention 40062974

Savoir Outaouais

Université du Québec en Outaouais
Direction des communications et du recrutement
283, boulevard Alexandre-Taché
Case postale 1250, succursale Hull
Gatineau (Québec) Canada J8X 3X7
Courriel : savoir@uqo.ca

ABONNEMENT GRATUIT

Vous voulez recevoir
le magazine Savoir Outaouais ?
Abonnez-vous gratuitement dès aujourd'hui!

CHANGEMENT D'ADRESSE

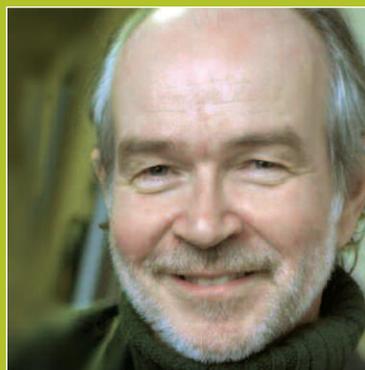
Vous déménagez ? Faites-nous parvenir
votre nouvelle adresse sans délai!

Diplômés

Par téléphone : 819 595-3915
ou 1 800 567-1283, poste 3915
Par courriel : diplomés@uqo.ca

Autres abonnés

Par téléphone : 819 595-3842
ou 1 800 567-1283, poste 3842
Par télécopieur : 819 595-3830
Par courriel : savoir@uqo.ca



NOMINATIONS

Jean Boileau, directeur des communications et du recrutement

En mars 2007, Jean Boileau a été nommé au poste de directeur des communications et du recrutement de l'Université. Bien connu du grand public de la région de l'Outaouais, notamment pour la création et l'organisation du Festival de montgolfières de Gatineau, Jean Boileau était auparavant directeur des communications et des relations publiques à la Fondation de l'UQO, où il a mis en place la campagne publicitaire « Imaginez l'UQO », visant à promouvoir la plus vaste campagne de financement jamais entreprise en Outaouais.

Denis Hurtubise, doyen des études

Depuis juin 2007, Denis Hurtubise est le doyen des études à l'UQO. Détenteur d'un doctorat en théologie de l'Université d'Ottawa et de l'Université Saint-Paul, M. Hurtubise connaît très bien le milieu universitaire ayant été professeur adjoint, professeur agrégé puis vice-recteur à l'enseignement et à la recherche à l'Université Saint-Paul, fonction qu'il occupait au moment de sa nomination à l'UQO.

De nouveaux membres au Conseil d'administration de l'UQO

Le 17 septembre 2007 marquait la date de la première réunion du Conseil d'administration de l'UQO pour l'année universitaire 2007-2008. À cette occasion, quatre nouveaux membres se sont joints au Conseil d'administration, dont deux membres socio-économiques, soit M. Jacques Pelletier, président de Construction PCL, et M^{me} Anne Philippe, notaire associée chez Berthel Séguin Philippe, ainsi que deux étudiants désignés par l'Association générale des étudiants de l'UQO, soit David Clément et Geneviève Bernier.

DISTINCTIONS

Prix de la Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Les travaux de recherche de Francine de Montigny, professeure au Département des sciences infirmières de l'UQO, de Johanne Goudreau, professeure à l'Université de Montréal, et de Lyne Cloutier, professeure à l'Université du Québec à Trois-Rivières, ont retenu l'attention du comité de sélection qui leur a accordé une mention dans la catégorie Notes de cours ou matériel complémentaire d'un cours. *Santé familiale et pratique infirmière* est un ensemble de six dramatiques illustrant le rôle que joue l'infirmière auprès des familles lors d'expériences de santé survenant à différents moments du cycle de la vie.

Jean Gervais honoré trois fois plutôt qu'une !

En juin 2007, Jean Gervais, professeur au Département de psychoéducation et de psychologie, recevait le Prix de la Ministre de l'éducation, du loisir et du sport, dans la catégorie Multimédia, pour un DVD interactif portant sur les comportements agressifs à la petite enfance qu'il a créé avec la collaboration de Richard E. Tremblay, de l'Université de Montréal. Ce document multimédia, intitulé *Aux origines de l'agression : le guide interactif pour observer, comprendre et intervenir*, est destiné à la formation des étudiants et du personnel des milieux de garde.

Toujours en juin 2007, l'Ordre des conseillers d'orientation et des psychoéducateurs lui a décerné le Prix professionnel pour son ouvrage intitulé *Les trucs de Dominique : programme de développement des habiletés de gestion de l'anxiété et du stress chez les enfants*, qu'il a élaboré avec la collaboration de son collègue Stéphane Bouchard et de Nadia Gagnier, de l'UQAM.

Enfin, en août 2007, Jean Gervais était introduit au Cercle d'excellence de l'Université du Québec, pour souligner ses importantes réalisations en recherche. Chercheur engagé, Jean Gervais voue sa carrière au transfert de connaissances scientifiques afin d'aider les enfants et les parents en difficulté.



Deux prix pour Renaud Paquet

Renaud Paquet, professeur au Département de relations industrielles, a été honoré à deux reprises tout récemment. Il a d'abord reçu le Prix d'excellence en enseignement (volet carrière) décerné en août 2007 par le réseau de l'Université du Québec pour sa contribution exceptionnelle à la qualité de la formation des étudiants et au développement de la pédagogie universitaire. Puis, le 10 septembre 2007, le quotidien Le Droit et la Société Radio-Canada (Gatineau-Ottawa) lui décernait le prix Personnalité de la semaine Radio-Canada/Le Droit.

Reconnu comme étant un leader de la formation en relations industrielles, il est l'un des rares spécialistes québécois des questions de relations de travail et de gestion des ressources humaines dans la fonction publique canadienne.

Prix du Leadership

Michelle C. Comeau

Sylvain Souigny, diplômé du programme coopératif en relations industrielles de l'UQO et aujourd'hui chef d'équipe aux Services en ressources humaines pour les bureaux exécutifs de Santé Canada, a reçu le Prix du Leadership Michelle C. Comeau pour l'année 2006, dans la catégorie Prix des chefs de file dans le domaine des ressources humaines. Le prix lui a été remis dans le cadre de la journée annuelle des Ressources humaines de Santé Canada qui a eu lieu le 14 juin 2007, à Ottawa.

Prix Myosotis -

Étudiant de l'année du CMA

Dans le cadre du Gala Reconnaissance de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec (CMA), qui se tenait en juin 2007, dix trophées Myosotis furent remis afin de souligner les meilleures réalisations provinciales dans plusieurs catégories. Joël Carpentier, étudiant en sciences comptables et président du Comité étudiant CMA de l'UQO, a reçu le Myosotis - Étudiant de l'année pour avoir donné un nouveau souffle au Comité étudiant CMA à l'UQO. Il s'agit du premier étudiant de l'UQO à recevoir le prix Myosotis - Étudiant de l'année.



Concours québécois en entrepreneuriat

Un groupe d'étudiants à la maîtrise en gestion de projet de l'UQO a remporté les grands honneurs du volet Entrepreneuriat étudiant universitaire collectif de la 9^e édition du Concours québécois en entrepreneuriat. Leur projet «Vroum Réussite» est un système de covoiturage permettant aux élèves des quatre centres de formation aux adultes de la Commission scolaire des Draveurs de l'Outaouais de faciliter leurs déplacements vers leur centre d'études dans le but de contrer le décrochage scolaire. Le Groupe Cognition était composé de Myra Fortin, Morad Mouzouni, Bob Rioux, Andrée-Anne Rochon et Alain Saad.

Sur la photo, de gauche à droite : Denis Brière, Alain Saad, Andrée-Anne Rochon, Myra Fortin et Bob Rioux.

Excellents résultats aux examens des CGA

Les étudiants en sciences comptables de l'UQO qui participaient aux examens individuels des comptables généraux accrédités (CGA) du Canada en juin 2007 ont obtenu d'excellents résultats. En effet, avec un taux de réussite de 88 %, l'UQO se classait au premier rang des universités québécoises à l'examen d'Application en milieu professionnel (PAI) ainsi qu'au premier rang (ex aequo) pour l'ensemble des examens. Le pourcentage de réussite des étudiants de l'UQO pour les 5 disciplines était de 84 % tandis que le pourcentage de réussite au Québec était de 74 %.

Happening Marketing

En mars 2007, une délégation de l'UQO composée de 35 étudiants a participé à la 15^e édition du Happening Marketing qui se déroulait à l'Université Concordia. À cette occasion, l'équipe de l'UQO a obtenu la deuxième position dans le cas de Business2Business. Plusieurs représentants de grandes compagnies de marketing y étaient présents pour juger les études de cas.

Jeux de la traduction

Annick Lapointe, étudiante au baccalauréat en traduction et en rédaction à l'UQO, a remporté le trophée de la meilleure traduction dans l'épreuve de traduction individuelle dans le cadre des Jeux de la traduction qui se déroulaient à l'Université Laval en mars 2007. Cinq délégations étudiantes issues de l'Université Concordia, de l'Université de Montréal, de l'Université de Moncton, de l'Université Laval et de l'Université du Québec en Outaouais se disputaient les honneurs dans le cadre de cette compétition.

ÉVÉNEMENTS

L'UQO affirme son caractère francophone

À la suite d'une vaste consultation publique menée au cours de l'année, l'UQO s'est dotée d'une nouvelle politique linguistique. Cette dernière stipule clairement que l'UQO est une université publique de langue française qui privilégie l'usage du français dans ses relations avec ses partenaires et se préoccupe de la qualité de la langue dans l'ensemble de ses interventions. L'UQO entend continuer à miser sur les atouts que lui vaut sa situation frontalière avec la capitale canadienne et agir en promoteur de la qualité de la langue française en Outaouais ainsi que dans l'ensemble des sites où elle offre des programmes.

Une nouvelle salle d'allaitement à l'UQO

Les nouvelles et futures mamans qui fréquentent l'UQO seront heureuses d'apprendre que l'Université met une salle d'allaitement à leur disposition au local D-0449 du pavillon Alexandre-Taché. Les mamans pourront ainsi bénéficier d'un endroit calme, confortable, intime et propre pour allaiter leur bébé ou pour tirer leur lait.

Les finissants de Mont-Laurier fêtent leur succès

C'était avec beaucoup de satisfaction que les finissants de la cohorte de Mont-Laurier du baccalauréat en éducation préscolaire et en enseignement primaire ont fêté leur réussite lors d'une soirée tenue le 28 avril 2007. La fierté de ces nouveaux professionnels de l'enseignement se lisait sur les visages. Déjà, plusieurs d'entre eux ont déjà commencé leur vie professionnelle en intervenant en suppléance dans les écoles de Mont-Laurier et des environs.



Colloque en terminologie à l'UQO

L'UQO était l'hôte, en mai 2007, du colloque *Terminologie : approches transdisciplinaires* organisé en collaboration avec le Bureau de traduction du Canada et l'Office québécois de la langue française. Ce colloque, qui était le plus important du genre à se tenir au Canada depuis plus de 25 ans, a permis d'accueillir plus de 275 spécialistes en provenance de 23 pays.

Desjardins devient partenaire du forfait Cam-puce UQO

Le 21 juin 2007, Desjardins s'est officiellement joint pour les deux prochaines années à l'UQO ainsi qu'à l'Association générale des étudiants de l'UQO et à la Table jeunesse Outaouais en vue de permettre aux étudiants à temps plein de l'Université de profiter d'un rabais de 100 \$ à l'achat du forfait Cam-puce UQO afin d'emprunter le réseau d'autobus de la ville de Gatineau. Cette participation de Desjardins permet non seulement de poursuivre ce projet pour les deux prochaines années, mais aussi d'encourager les étudiants à emprunter le transport en commun et à entreprendre le virage vert entamé par l'UQO. On compte cette année plus de 500 étudiants à temps plein qui bénéficient du forfait Cam-puce UQO.

Des défibrillateurs cardiaques installés à l'UQO

Depuis la fin juin 2007, deux défibrillateurs cardiaques sont accessibles à l'UQO en cas d'urgence. Au pavillon Lucien-Brault, l'appareil se trouve à proximité du bureau du gardien de sécurité, alors qu'au pavillon Alexandre-Taché, l'appareil est installé à l'entrée du Centre sportif de l'Université. Dans le cadre de cette initiative de l'Université, la Coopérative des paramédics de l'Outaouais a procédé à la formation de 13 agents de sécurité et de 22 membres du personnel qui agissent à titre de secouristes en cas d'urgence.

L'UQO, ça grandit

Le 18 septembre 2007, l'UQO lançait en primeur devant les membres de la communauté universitaire une vaste campagne de promotion et de recrutement sous le thème : *L'UQO, ça grandit*. La nouvelle image figure depuis sur le site Web de l'UQO ainsi que sur tous les outils de communication de l'Université. Par ailleurs, à compter du mois de décembre 2007, une série de publicités à l'image de la nouvelle campagne seront diffusées à la télévision, à la radio et dans les médias écrits de la région, de même que sur les autobus de la Société de transport de l'Outaouais.

L'UQO souhaite la bienvenue à ses nouveaux employés

C'est dans une atmosphère de détente et de convivialité que les employés de l'UQO étaient réunis, le mardi 18 septembre 2007, afin de souligner la rentrée universitaire. Le recteur Jean Vaillancourt en a profité pour souhaiter la bienvenue à 33 nouveaux employés qui ont joint les rangs de l'Université au cours de la dernière année et pour remettre une plaque aux nouveaux membres honoraires.

Bien manger pour être en santé

La consommation de chou, d'ail, de petits fruits et de thé vert risque fort d'augmenter en Outaouais après le passage du D^r Richard Béliveau le 27 septembre 2007 à l'UQO ! En effet, les étudiants et les membres du personnel de l'Université ont eu la chance d'assister à une conférence présentée par cet éminent chercheur en matière de prévention et de traitement du cancer. Les talents d'orateur du D^r Béliveau et sa notoriété en matière de prévention du cancer par l'alimentation lui ont permis de tenir son auditoire en haleine du début à la fin de sa présentation.

SIGNETS

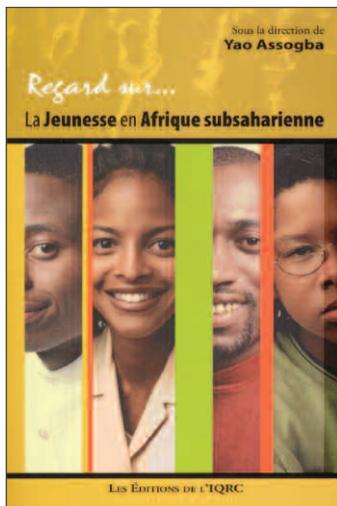
Finance computationnelle et gestion des risques : ingénierie financière avec applications Excel (Visual Basic) et Matlab

François-Éric Racicot, professeur au Département des sciences administratives de l'UQO, et Raymond Théoret, de l'Université du Québec à Montréal, sont les auteurs de cet ouvrage publié par les Presses de l'Université du Québec. Ce volume s'adresse aux étudiants de cycles supérieurs optant pour la spécialisation en finance quantitative et ingénierie financière. Il contient également deux recherches novatrices en économétrie appliquée écrites par Christian Calmès et Juan Salazar, également professeurs au Département des sciences administratives de l'UQO.

La raison démasquée. Sociologie de l'acteur et recherche sociale en Afrique

Tel est le titre de ce nouvel ouvrage de Yao Assogba, professeur au Département de travail social et des sciences sociales, qui vient de paraître aux Presses de l'Université Laval.

Cet ouvrage succinct éclaire les conditions de l'émergence d'une sociologie de la rationalité en Afrique et souligne sa grande capacité à faire comprendre des phénomènes sociaux énigmatiques au premier abord. L'observateur se retrouve ainsi devant un acteur social daté et situé, et ayant de « bonnes raisons » de croire ce qu'il croit ou de se comporter comme il se comporte. Partant du postulat selon lequel le développement des sciences sociales réside dans les enquêtes concrètes, l'auteur prend bien soin de montrer les relations de complémentarité entre la recherche qualitative et la sociologie de la rationalité de l'acteur dans le contexte africain.



Regard sur... la jeunesse en Afrique subsaharienne

Yao Assogba, professeur au Département de travail social et des sciences sociales de l'UQO, a dirigé la rédaction de cet ouvrage collectif, publié par les Éditions de l'QRC des Presses de l'Université Laval. Il fait également partie des neuf auteurs, dont Lucie Fréchette, également professeure au Département de travail social et des sciences sociales de l'UQO, qui ont signé des chapitres de ce volume.

Ces chercheurs, provenant des milieux universitaires et journalistiques et résidant en Afrique, en Europe et au Québec, présentent une analyse des principales réalités sociales des jeunes d'Afrique subsaharienne. Ils s'appliquent, d'une part, à montrer les dynamiques des rapports de cette jeunesse au système d'éducation, au marché du travail, à l'emploi, au politique, à la culture et au social, et expliquent, d'autre part, les logiques et les stratégies que les jeunes Africains développent pour faire face aux défis que posent leurs conditions de vie.

Les centres de la petite enfance. Un mode de gestion féministe en transformation

Anne-Renée Gravel, doctorante en relations industrielles, Guy Bellemare, professeur au Département de relations industrielles, et Louise Briand, professeure au Département des sciences comptables, sont les auteurs de cet ouvrage.

En s'intéressant au travail féminin, plus particulièrement aux modes de prise de décision et d'organisation du travail dans un environnement féminin, celui des centres de la petite enfance, les auteurs tentent de comprendre comment ces organisations évoluent et examinent les effets de l'intervention de l'État sur le travail et la vie des femmes tant dans la sphère publique que privée.

Modèles contemporains en gestion : un nouveau paradigme, la performance

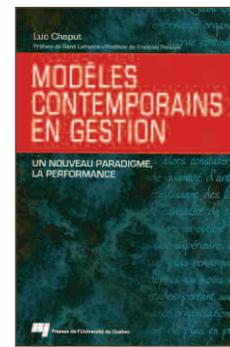
Luc Chaput, professeur au Département des sciences administratives, est l'auteur de cet ouvrage, paru aux Presses de l'Université du Québec, auquel ont également contribué les professeurs Jan Saint-Macary, Larisa V. Shavinina, Jean-Pierre Lévy Mangin et François-Éric Racicot.

Cet ouvrage s'adresse d'abord aux cadres et aux professionnels des réseaux publics et privés de l'éducation et de la santé, mais également aux étudiants de niveau universitaire cheminant dans les programmes de 2^e cycle en gestion de projet, en ressources humaines, en relations industrielles et en changement organisationnel. Il permettra aux administrateurs possédant une formation en sciences sociales, en travail social, en sciences de la santé, en psychologie ou en éducation d'apprivoiser les modèles contemporains en gestion que sont la gestion de projet, celle du changement, du risque, des connaissances et de l'innovation.

Modelización con Estructuras de Covarianzas en Ciencias Sociales. Temas Esenciales, Avanzados y Aportaciones Especiales

Jean-Pierre Lévy Mangin, professeur au Département des sciences administratives, a dirigé la production de cet ouvrage, alors que Jesús Varela Mallou, de l'Université de Saint Jacques de Compostelle, en est le coordonnateur. Vingt-deux professeurs ont collaboré à titre de coauteurs issus d'universités espagnoles, allemandes, américaines et québécoises. L'ouvrage est publié par la maison d'édition espagnole Netbiblo.

Le livre est consacré à la modélisation à travers l'analyse de structures des covariances et présente des sujets aussi variés que les analyses Path, la modélisation et la causalité, les structures moyennes de covariances, l'analyse factorielle confirmatoire de premier et de deuxième niveau, l'invariance factorielle et causale avec plusieurs échantillons, l'analyse avec PLS, l'analyse CACE, les modèles multi-traités/multi-méthodes, etc. Les chapitres présentent la théorie ainsi que des exemples résolus (tirés d'articles) faits à partir des programmes les plus connus en structures de covariances.



Psychologie du travail et comportement organisationnel

Eric Gosselin, professeur au Département de relations industrielles de l'UQO, ainsi que Simon L. Dolan, de la ESADE Business School, et Jules Carrière, de l'Université d'Ottawa, sont les trois auteurs de la troisième édition de l'ouvrage *Psychologie du travail et comportement organisationnel* qui vient de paraître aux éditions Gaëtan Morin.

Ce dernier ouvrage est plus qu'une simple mise à jour. En effet, il a été entièrement repensé et bonifié de manière à consolider son rôle d'ouvrage d'introduction. Des thématiques actuelles ont été intégrées aux divers chapitres, ce qui permet de mieux saisir la synergie existant entre chacun des sujets ainsi que la complexité du comportement de l'individu en milieu de travail. Une nouvelle rubrique intitulée *Perspective internationale*, traitant des conséquences de la mondialisation sur les processus humains et structurel des organisations a également été ajoutée à chacun des chapitres. Dans cette nouvelle édition, nous retrouvons également une rubrique intitulée *Autoévaluation* permettant à l'étudiant de découvrir ses aptitudes, ses valeurs professionnelles et ses caractéristiques personnelles.

Se former pour mieux superviser en sciences infirmières

Enfin, un livre à l'intention des superviseuses de stages en milieu clinique! Dirigé par Liette St-Pierre, de l'Université du Québec à Trois-Rivières, cet ouvrage a été rédigé par un collectif de professeurs qui cumulent plusieurs années d'expérience en milieu clinique et en encadrement de stagiaires. Cinq professeurs du Département des sciences infirmières de l'UQO ont participé à sa rédaction, soit Louise Dumas, Dominique Houle, Chantal Saint-Pierre, Lucille Théorêt et Dominique Therrien.

Cet ouvrage se veut un guide pratique, rigoureux et accessible qui offre aux infirmières les outils pédagogiques essentiels pour les assister dans leur tâche de supervision de la formation clinique. Il est publié par Beauchemin - Chenelière éducation.





Y a-t-il
de futurs enseignants
parmi nous ?

« On ne forme qu'une poignée d'enseignants ! »

Un œil rivé sur les projections démographiques, un autre sur le bassin d'enseignants disponibles, les quatre commissions scolaires francophones en Outaouais savent qu'elles devront encore faire des pieds et des mains pour trouver des enseignants qualifiés au cours des prochaines années.

Le phénomène n'est pas nouveau, mais il a pris de l'ampleur. Depuis quatre ou cinq ans, il s'avère de plus en plus difficile de combler les besoins en enseignement au niveau secondaire, particulièrement en français, en mathématiques et sciences ainsi qu'en univers social. Dans l'Outaouais « éloigné », le phénomène existe depuis plus longtemps.

L'an dernier, les commissions scolaires au Cœur-des-Vallées, des Draveurs, des Hauts-Bois-de-l'Outaouais et des Portages-de-l'Outaouais ont demandé et obtenu du ministère de l'Éducation un total de 109 tolérances d'engagement, tant pour les niveaux primaire et secondaire que pour la formation professionnelle. Ces tolérances, émises pour une seule année, sont accordées pour des personnes qui ne détiennent pas de formation pédagogique officielle, mais qui, en raison de leur expérience professionnelle et de leurs connaissances, obtiennent l'autorisation d'enseigner. Non « légalement qualifiées », ces personnes demandent une attention particulière de la part de la direction des établissements scolaires. Elles ne possèdent d'ailleurs aucune chance d'obtenir un jour un poste permanent, à moins d'acquiescer au préalable une formation universitaire en pédagogie.

À première vue, le nombre de tolérances d'engagement en Outaouais semble relativement faible si l'on tient compte du fait qu'en septembre 2006, on dénombrait 2 633 enseignants à temps plein et à temps partiel aux niveaux primaire et secondaire, et ce, dans les quatre commissions scolaires de l'Outaouais. Cela soulève tout de même des préoccupations.

Règle générale, les commissions scolaires en Outaouais combinent presque tous les postes disponibles à temps complet menant à la permanence avant le début de l'année scolaire. C'est après que ça se gâte, lorsque vient le temps de trouver des remplaçants en cours d'année. En effet, les tolérances sont surtout accordées en raison de congés de maladie, de maternité, de paternité, ou parce qu'un enseignant décide de prendre un congé sans solde. Lorsque la banque de suppléants qualifiés se dégarrit et qu'il y a urgence, les commissions scolaires doivent se débrouiller avec les ressources humaines disponibles dans la région. Pourquoi en sommes-nous rendus là ?

La faute aux salaires ?

« Dans l'Outaouais, le phénomène est amplifié par le fait que des emplois sont disponibles dans des conseils scolaires francophones, juste en face, où les conditions salariales sont plus intéressantes », explique Pierre Daoust, directeur général de la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées. Pour sa part, Toussaint Fortin, ex-doyen des études par intérim à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et retraité depuis peu, dit connaître beaucoup « d'enseignants québécois qui travaillent en Ontario parce que le salaire est plus alléchant. »

Toutes ces histoires qui circulent sur les enseignants de l'Outaouais qui préfèrent travailler dans des conseils scolaires franco-ontariens d'Ottawa, en raison de salaires plus alléchants, laissent perplexe Sylvie Turcotte, directrice de la formation de la titularisation du personnel scolaire au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MÉLS). Elle soutient, chiffres à l'appui, que les salaires s'équivalent en Ontario et au Québec. Ainsi, selon le ministère, le salaire pour un enseignant débutant au Québec est de 36 196 \$ alors qu'il affiche, en moyenne, 36 320 \$ en Ontario. Pour un enseignant en haut de l'échelle salariale, la rétribution s'élève à 63 296 \$ au Québec, comparativement à une moyenne de 66 454 \$ en Ontario.

Ces chiffres ne tiennent toutefois pas compte de la rémunération offerte par les deux conseils scolaires francophones à Ottawa (catholique et public). Il faut savoir que chaque conseil scolaire ontarien est un employeur distinct, qui négocie ses propres contrats de travail avec ses employés. « Ça me surprendrait que les salaires soient 15 000 \$ à 20 000 \$ plus élevés qu'au Québec », répond M^{me} Turcotte. Vérification faite, c'est pourtant bien le cas!

En effet, au Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est, le salaire pour un enseignant débutant au secondaire s'élève, en 2007, à 40 928 \$ et atteint 83 373 \$ au maximum de l'échelle salariale, soit une différence d'un peu plus de 20 000 \$ avec un enseignant québécois! La situation est semblable au Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario, alors que les salaires varient cette année de 40 592 \$ à 83 485 \$.

« Il faut savoir que le coût de la vie est 14 p. cent plus élevé en Ontario, ajoute M^{me} Turcotte. On ne peut donc pas dire que tous nos enseignants veulent absolument enseigner en Ontario et que les jeunes de l'Outaouais s'empressent d'aller étudier à Ottawa dès leur baccalauréat. La réponse n'est pas là. » Vérification faite, 52 enseignants pratiquant leur métier dans les écoles secondaires du Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario demeuraient au Québec en date du 26 juin 2007. Les chiffres n'étaient pas disponibles du côté du Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est. Il faut toutefois préciser que les conditions de travail des enseignants sont différentes entre les deux provinces, ce qui peut expliquer la différence salariale.

La présence d'un employeur comme le gouvernement fédéral ne facilite également pas les choses pour les commissions scolaires de l'Outaouais lorsque vient le temps de recruter des enseignants. « Il y a de plus en plus d'étudiants qui terminent leur baccalauréat, font une année en enseignement et sont recrutés par le gouvernement fédéral à des postes qui n'ont rien à voir avec l'enseignement », affirme M. Daoust, qui a en tête des exemples de jeunes enseignants qu'il avait personnellement recrutés, mais qui ont ensuite rapidement accepté un emploi au gouvernement fédéral, à un salaire beaucoup plus élevé.

« Il y a, en ce moment, une dévalorisation de la profession causée par les médias. »

La faute à la formation?

Le Québec exige, depuis les années 1990, une formation universitaire complète de quatre ans pour devenir enseignant. La moitié de cette formation se fait dans la discipline choisie par le candidat (français, mathématiques, etc.) et l'autre moitié consiste en des cours de pédagogie et des stages. Le hic, c'est qu'il est possible d'obtenir une formation qualifiante en enseignement en seulement 36 crédits en Ontario, si l'on détient déjà un baccalauréat.

En raison d'une entente sur la mobilité de la main-d'œuvre, l'étudiant qui a obtenu sa formation en enseignement de l'Ontario n'a ensuite qu'à traverser la frontière et réussir une formation complémentaire de trois crédits sur l'organisation scolaire au Québec pour devenir un enseignant qualifié.

Le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Denis Dubé, ne s'en cache pas : l'un des défis de l'UQO demeure le recrutement des étudiants pour une formation en enseignement au secondaire. « Depuis quelques années, notre contingent d'admission est de 80 candidats par année. On compte seulement de 40 à 45 étudiants par année qui se partagent l'enseignement du français, des mathématiques et de l'univers social. »

Les statistiques de l'UQO montrent d'ailleurs que le nombre de diplômés de l'UQO en formation des maîtres au secondaire est de beaucoup inférieur à celui d'autres universités québécoises dans des régions comparables telles que la Mauricie, le Bas-Saint-Laurent et le Saguenay.

En 2005, le nombre de diplômés à l'UQO s'élevait à 7 en univers social, à 8 en français langue maternelle et à 6 en mathématiques et sciences. En 2006, le nombre de finissants à l'UQO dans les mêmes disciplines était respectivement de 8, 6 et 4!

La petite Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais se voit donc dans l'obligation de recruter beaucoup d'enseignants dans des régions comme Chicoutimi et Rimouski qui enregistrent une baisse de population et où il y a peu de postes d'enseignants disponibles.

« On ne forme qu'une poignée d'enseignants ! », concède Denis Dubé. Cette année, par exemple, l'UQO aura 3 étudiants en enseignement au secondaire en mathématiques et 3 en enseignement du français langue maternelle qui en seront à leur quatrième année de formation universitaire. « C'est vraiment insignifiant par rapport à l'ampleur des besoins », ajoute-t-il.

À l'été 2005, devant cette situation, la direction de l'UQO a rencontré le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, afin de le sensibiliser à l'importance de créer des plans de formation permettant à des détenteurs d'un baccalauréat d'obtenir rapidement une qualification afin de répondre aux besoins de l'Outaouais.

C'est donc avec beaucoup de satisfaction que l'UQO a pris connaissance, à l'automne 2005, du plan annoncé par le Ministre pour faire face à la pénurie de personnel enseignant. Ce plan ouvrait la porte à des nouveaux programmes de maîtrise menant à la qualification légale d'enseigner. L'UQO a alors travaillé de façon intensive sur son projet, pour ensuite le soumettre avec confiance pour approbation au Comité d'agrément des programmes de formation à l'enseignement, entité indépendante du MÉLS. Réponse : rejeté ! Premier motif invoqué : la maîtrise proposée par l'UQO ne compte que 45 crédits, alors qu'il avait été décidé, lors de consultations nationales, que la maîtrise devait compter 60 crédits. Or, explique M. Dubé, toute maîtrise offerte dans le réseau de l'Université du Québec doit contenir 45 crédits, pas un de plus ou de moins.

« Nous avons encaissé le coup, mais nous étions pas mal démunis devant cette situation. Nos règlements nous empêchent de produire un programme de 60 crédits et, par ailleurs, si nous ne produisons pas un programme de 60 crédits, il semble que nous aurons toutes les misères du monde à le faire approuver. En parallèle, on accueille au Québec des gens qui font 36 crédits de premier cycle (en Ontario) et on les reconnaît comme compétents moyennant trois crédits additionnels. Il y a quelque chose qui ne va pas ! », déplore M. Dubé.

Le mythe ontarien

Sylvie Turcotte qualifie toutefois de « mythe » l'affirmation voulant que des citoyens de l'Outaouais fassent le détour par l'Ontario pour obtenir plus rapidement leur formation d'enseignant. Selon les données de 2005-2006 du Ministère, sur un total de 70 « transfuges » qui ont demandé un permis d'enseigner au Québec après leur formation en Ontario, moins de 10 détiennent une adresse postale dans la région de l'Outaouais. « On en avait beaucoup de Montréal, de Trois-Rivières, de Sherbrooke, de Québec, mais très peu de l'Outaouais », dit-elle.

En outre, toujours selon M^{me} Turcotte, ces « transfuges » qui obtiennent une formation en enseignement en Ontario ont parfois une formation universitaire dans des domaines qui ne s'enseignent même pas à l'école secondaire, comme le loisir, la philosophie ou le journalisme, et qui vont tout de même obtenir un certificat en enseignement en Ontario. « L'Ontario est un peu étonnante dans son ouverture. Elle a une conception de la formation à l'enseignement différente de la nôtre », dit-elle diplomatiquement.

« Ce n'est plus une vocation à vie. »

Depuis le mois de juin 2006, le Québec requiert une formation supplémentaire de 15 crédits pour les enseignants formés en Ontario qui ne détiennent pas de formation universitaire dans une discipline qui s'enseigne au secondaire « parce que certains n'ont pas grand-chose à offrir », dit sans détour M^{me} Turcotte. Elle fait remarquer au passage que la plupart des autres provinces canadiennes exigent des étudiants deux années de formation universitaire en pédagogie et non pas une seule, comme en Ontario, tout en étant plus pointilleuse en ce qui concerne la formation disciplinaire.

Si l'UQO a raté son coup avec son projet de maîtrise, elle a néanmoins eu plus de succès avec une autre idée originale et unique au Québec. Ce concept, qui faisait également partie des mesures proposées en 2005 par le ministre Jean-Marc Fournier, permet aux étudiants, lors de leur quatrième année de formation des maîtres, d'enseigner dans une école secondaire. L'étudiant complète ainsi sa formation en devenant un salarié lors de son stage, ce qui dépanne plus rapidement les commissions scolaires de l'Outaouais. « Nous avons été la seule université au Québec à accepter de le faire », dit M. Dubé avec satisfaction. Résultat : après un effort conjoint avec l'UQO et le MÉLS, les commissions scolaires en Outaouais ont pu embaucher, l'année dernière, des étudiants de quatrième année en enseignement au secondaire dans les disciplines de mathématiques et de français. Ces derniers ont pu ainsi poursuivre leurs études et obtenir leur baccalauréat tout en travaillant.

Ce succès n'empêche toutefois pas le vice-recteur d'être « très préoccupé » par la situation. « Les commissions scolaires n'ont tellement pas le choix, explique M. Dubé, qu'elles vont embaucher des personnes qui n'ont pas nécessairement le profil adéquat. Elles sont obligées d'étirer les règles. » Pierre Daoust le confirme : « On finit à certains moments par accepter des enseignants qui, autrement, ne l'auraient pas été. C'est indéniable. »

Pourquoi est-ce si difficile d'attirer des étudiants à l'UQO ?

Sylvie Turcotte avoue ne pas comprendre pourquoi l'UQO a autant de difficultés à attirer des étudiants dans son programme d'enseignement au secondaire. Le directeur général de la Commission scolaire des Draveurs l'explique par la composition de la population de la région, qui provient pour une bonne part de l'extérieur de l'Outaouais. Selon François Jetté, les parents insistent souvent pour que leurs enfants étudient dans leur région d'origine. Résultat : on vide ainsi une partie du bassin de jeunes qui pourraient s'inscrire à l'UQO en formation des maîtres.

« Il est très difficile de convaincre un étudiant qui a des habiletés en sciences ou en mathématiques, au niveau collégial, de choisir de devenir enseignant au secondaire. Il va préféralement vouloir faire un baccalauréat en mathématiques ou

en sciences plutôt qu'en enseignement », explique pour sa part Denis Dubé. On le comprend aisément, car « après un bac en mathématiques, c'est instantané, on a un emploi au gouvernement fédéral », dit François Jetté.

Michel Beaudoin, professeur en mathématiques au Département des sciences de l'éducation de l'UQO, rappelle d'ailleurs que par le passé, lorsque les étudiants s'inscrivaient à un baccalauréat en sciences ou en mathématiques et complétaient leur formation avec une année en pédagogie, ils avaient alors deux cordes à leur arc : l'enseignement et la possibilité de travailler dans le domaine scientifique. Plus maintenant. « On a un programme de formation qui fait que les étudiants entrent en enseignement des mathématiques et des sciences, mais ne peuvent retourner dans le domaine scientifique parce qu'ils n'ont pas une formation disciplinaire assez forte. »

Denis Dubé avoue ne pas avoir beaucoup d'arguments pour convaincre un ingénieur, qui possède déjà une formation universitaire, de revenir sur les bancs d'école de l'UQO pendant plusieurs années pour devenir enseignant.

Un problème de perception ?

Lizanne Lafontaine, enseignante en didactique du français au Département des sciences de l'éducation de l'UQO, avance une autre explication. « Il y a, en ce moment, une dévalorisation de la profession causée par les médias. Si vous lisez les articles dans les journaux, ce sont toujours des histoires d'enseignants débordés et en dépression, de classes surchargées, d'élèves à problèmes. » C'est ce que François Jetté appelle « le ronron médiatique ». Conséquence : « Il y en a qui me disent qu'ils ont des amis qui auraient aimé enseigner, mais qu'ils croient cela trop difficile », raconte Lizanne Lafontaine.

Pourtant, dit Michel Beaudoin, l'enseignement est un métier excessivement stimulant. « On n'a pas de routine. On a de nouveaux défis à relever à tous les jours. On joue à la fois sur du contenu scientifique et des relations humaines. C'est un travail complexe et stimulant dans lequel on a une bonne dose d'autonomie. Si quelqu'un aime les jeunes et aime les voir évoluer, il va avoir la chance d'accomplir beaucoup de choses et de ne jamais s'ennuyer. » Il admet cependant que « ce n'est pas une petite tâche » et que « le salaire n'est pas très élevé » pour un étudiant qui termine avec un baccalauréat en mathématiques et qui peut facilement se trouver un emploi dans le secteur privé. Il a d'ailleurs été surpris d'entendre ses étudiants dire que l'enseignement ne constituait qu'une étape dans leur carrière professionnelle : « Ce n'est plus une vocation à vie », convient-il.

Lizanne Lafontaine constate de son côté que les enfants-rois sont maintenant à l'université, ce qui n'est pas de bon augure pour la profession enseignante. « On le voit très bien qu'il y a des étudiants qui n'ont jamais travaillé pour obtenir ce qu'ils veulent... Ils sont beaucoup plus exigeants et ils veulent avoir tout cuit dans le bec. Il y en a qui décrochent à cause de cela. »

On assiste aussi depuis quelques années à une féminisation de la profession enseignante au niveau secondaire. Cela a intrigué Toussaint Fortin, qui a mené sa petite enquête. « Les gars disent que ce n'est pas tellement payant et que, traditionnellement, c'est davantage la femme qui s'engage ! »

Il faut dire que l'enseignement a beaucoup changé depuis son époque. « Ce qui était vrai hier ne l'est plus aujourd'hui, concède M. Fortin. Pour se diriger en enseignement, il faut quelqu'un qui s'engage à accepter l'incertitude, mais dans la confiance que cette incertitude devienne une source d'inspiration, de création, pour permettre à ces jeunes de s'identifier dans ce monde en mouvement. » Il faut aussi, dit-il, « un engagement presque total de sa personne » non seulement auprès de sa classe, mais aussi en dehors des heures de cours.

Des campagnes de promotion

Quant au défi de recruter des enseignants et de convaincre les jeunes d'embrasser cette carrière, les commissions scolaires de l'Outaouais ne se tournent pas les pouces. Elles ont créé une table de concertation, actuellement sous la présidence de François Jetté. Elle regroupe, outre les commissions scolaires, le MÉLS et l'UQO.

Au nombre des chantiers de la Table figure le soutien au développement du projet de maîtrise de l'UQO, l'établissement d'un état de la situation de la formation des maîtres en Outaouais et la promotion de la profession d'enseignant au secondaire.

Depuis trois ans, les commissions scolaires de l'Outaouais font la tournée des universités québécoises, outils promotionnels en main, pour informer les finissants en formation des maîtres des possibilités d'emplois ainsi que pour vanter les atouts de la région. La Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais, par exemple, joue à fond la carte de la nature et du plein air pour attirer des enseignants.

Pour contrer le fameux « ronron médiatique », elles feront aussi dès cette année la promotion de la profession d'enseignant auprès des étudiants du secondaire. Et c'est sans parler de leur participation annuelle au Salon Accès Emploi. Le message sera-t-il entendu ? •



Transmettre l'art de dire

« Tout part de la famille et du système éducatif en général. »

Il y a une semaine, vous avez fait une recherche à la bibliothèque et en avez tiré un texte que vous avez mémorisé par cœur. Hier, votre mère vous a écouté attentivement et a corrigé vos erreurs de diction. Maintenant, tous les regards sont tournés vers vous qui tenez une dizaine de cartons gribouillés entre vos mains moites. L'heure de l'exposé oral a sonné.

Cette scène évoque quelques sombres souvenirs de votre passage à l'école secondaire ? Heureusement, les temps ont bien changé et les méthodes d'enseignement du français oral aussi. Lizanne Lafontaine, professeure en didactique du français langue maternelle au Département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), y est certainement pour quelque chose.

Une pionnière de la didactique du français oral

Après plus d'une décennie à enseigner le français au secondaire, M^{me} Lafontaine constate que la préoccupation de transmettre des techniques de prise de parole est bien présente dans les écoles du Québec. Il n'y a qu'une seule ombre au tableau : les pédagogues manquent d'outils pour y arriver. « Encore tout récemment, les manuels d'enseignement du français au secondaire portaient essentiellement sur l'écriture et la lecture. Au cours d'une recherche, j'avais remarqué que seulement 2,5 p. cent du contenu de ces ouvrages, publiés en 1995 et 2001, abordait l'oral. On n'y présentait aucune démarche d'enseignement de l'oral. On se contentait de donner des consignes », explique la professeure responsable de la concentration français du baccalauréat en enseignement secondaire à l'UQO.

Lors de la réalisation de ses travaux de doctorat en éducation à l'UQAM, elle conçoit un modèle didactique inédit de la production orale au secondaire, proposant deux statuts à l'enseignement de l'oral : médium et objet d'enseignement. Par l'entremise de conférences et d'ouvrages traitant de l'enseignement de l'oral au secondaire ainsi que de la recherche actuelle en didactique de l'oral, la jeune professeure propose aux enseignants diverses stratégies pédagogiques. Elle suggère en outre des méthodes permettant d'évaluer l'évolution de chaque locuteur, notamment en ayant recours à la vidéo.

Les élèves qui occupent aujourd'hui les bancs de nos écoles sont davantage invités à argumenter, à débattre et, par conséquent, à écouter. Concrètement, cela signifie que l'enseignant peut facilement proposer des activités telles que la lecture d'un conte qui peut mener à la création collective d'une fin différente de celle proposée par l'auteur ou encore l'écoute d'une ligne ouverte qui peut précéder une conversation portant sur les registres de langues. « On peut même demander aux élèves d'organiser un débat parlementaire ou de transposer, dans un langage correct, certaines expressions typiques des adolescents, propose Lizanne Lafontaine. En fait, l'oral peut facilement s'inscrire dans n'importe quel projet pédagogique touchant diverses compétences. »

La qualité du français : une responsabilité collective

Maintenant que l'on cède la parole aux élèves, qu'en est-il de la qualité du français qu'ils parlent ? Les enseignants doivent-ils tolérer des erreurs admises entre amis, en famille ou même à la télévision ? « Tout le monde maîtrise les langages familier et populaire. Les enseignants doivent eux-mêmes s'exprimer et amener leurs élèves à en faire autant dans une langue cor-

recte, voire même soutenue. Hors Québec, c'est différent », soutient celle qui fait également de la recherche en milieu linguistique minoritaire. « C'est un défi pour les enseignants de transmettre un langage plus soutenu dans certaines régions du Canada. Les jeunes sont attachés à leur accent, à leur parler. On est en pleine négociation identitaire. » Lizanne Lafontaine estime toutefois que la qualité du français ne repose pas uniquement sur les épaules des enseignants. « J'en ai assez du discours qui blâme particulièrement les enseignants de français. Tout part de la famille et du système éducatif en général. Si la langue n'est pas importante à la maison, on n'a pas la base. J'en fais véritablement l'expérience depuis que j'ai un enfant, raconte cette nouvelle maman d'un jeune garçon adopté en Corée du Sud l'an dernier. Par ailleurs, nous sommes maintenant dans un système éducatif qui favorise la réussite pour tous. Les élèves n'ont pourtant pas tous les mêmes besoins et capacités. »

Des projets qui parlent d'eux-mêmes

Chose certaine, personne ne pourra reprocher à cette universitaire de ne pas faire sa part pour améliorer la qualité du français des futurs maîtres. Instigatrice du nouveau Centre d'aide en français écrit, elle a de plus participé à la création de la Semaine du français à l'UQO, qui se tiendra de nouveau en janvier prochain. « Nous voulions promouvoir la langue française plutôt que la pénaliser », soutient-elle.

C'est dans ce même esprit que Lizanne Lafontaine s'engage dans une foule de projets. Elle agit, depuis octobre 2006, à titre de vice-présidente à la pédagogie de l'Association québécoise des professeurs de français. En août dernier, elle mettait sur pied, en collaboration avec son équipe de recherche en littérature et inclusion, le symposium *Les facteurs de réussite dans le développement des compétences en littérature à l'école franco-canadienne*. Cette activité s'est tenue à Berlin, en Allemagne, à l'occasion de la 15^e Conférence européenne sur la lecture. En septembre, elle a également organisé un autre symposium sur l'enseignement du français en milieu minoritaire dans le cadre du Congrès de l'Association internationale de la recherche en didactique du français, à Lille, en France.

La mise en œuvre d'un Centre d'aide en français écrit au campus de Saint-Jérôme et la publication d'ouvrages collectifs, dont un portant sur les pratiques innovantes dans l'enseignement de l'oral, sont au nombre des éléments à son agenda pour l'hiver 2008. Lizanne Lafontaine n'a décidément pas fini de transmettre l'art de dire.

Pour en savoir davantage :

Dans son site Internet www.lizannelafontaine.com, M^{me} Lafontaine propose divers exempliers et liens utiles portant sur la formation des maîtres et l'enseignement du français oral au Québec et ailleurs dans le monde.

On peut également y consulter une bibliographie complète de la professeure, incluant notamment les ouvrages *Enseigner l'oral au secondaire. Séquences didactiques intégrées et outils d'évaluation*, publié par Lizanne Lafontaine en 2007 chez Chenelière Éducation, collection « Didactique », ainsi que *La didactique du français oral au Québec. Recherches actuelles et applications dans les classes*, un ouvrage collectif codirigé par M^{me} Lafontaine et disponible aux Presses de l'Université du Québec. •

BILLETTS DE SAISON

2007-2008

BILLETTS DE SAISON 2007-2008

PROFITEZ DES AVANTAGES QUE VOUS PROCURENT UN **BILLET DE SAISON**

- ▶ ÉCONOMIE SUR LES PRIX RÉGULIERS
- ▶ VOS SIÈGES PRÉFÉRÉS RÉSERVÉS À L'ANNÉE
- ▶ PAS DE FILE D'ATTENTE

ADULTES 360\$*

ADOS-AÎNÉS 275\$*
(13-17) 60 ANS +

ENFANTS 150\$*
(12 ANS ET MOINS)

BILLETTS CORPORATIFS 360\$*
36 COUPONS

INFO: 819 773-7360
PAYEZ PAR CARTE DE CRÉDIT



FORAITS DISPONIBLES

10 PARTIES
115\$*

20 PARTIES
220\$*

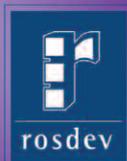


WWW.RESERVATECH.NET

* TAXES INCLUSES



1972 2007



PARTENAIRE OFFICIEL
DU 35^e ANNIVERSAIRE.



AVEZ-VOUS LA FLAMME?

PROMOTIONS 2007-2008

MARDI AU JEUDI SOIRÉE BUD LIGHT 20\$*
1 BILLET DE PARTIE + 2 CONSOMMATIONS

VENDREDI SOIRÉE DES GROUPES
PRIX SPÉCIAUX POUR GROUPES DE 20 PERSONNES ET PLUS

SAMEDI ET DIMANCHE ENFANT GRATUIT
À L'ACHAT D'UN BILLET ADULTE
NE PEUT ÊTRE JUMÉLÉ À AUCUNE AUTRE PROMOTION

PROGRAMME LEVÉE DE FOND HOCKEY FUN

POURQUOI CHOISIR HOCKEY FUN?

- ▶ Vous faites un profit de 6\$ par billet vendu.
- ▶ Vous bénéficiez d'une méthode de financement différente de la compétition.
- ▶ Vous pouvez facilement vendre vos billets.
- ▶ Vous pouvez facilement gérer votre campagne.



- MONTREAL**
 1104, rue Ste-Catherine O.
 514-677-0090
 3573, boul. St-Laurent
 514-288-8600
 4455, rue Saint-Denis
 514-845-8333
 514-983-1666
 Place Ville-Marie
 514-394-0000
 9012, boul. de l'Acadie
 514-387-9999
 1201, avenue Greene
 514-933-8000
 5150, rue Jean-Talon O.
 514-341-2221
 5954, boul. Métropolitain E.
 514-257-8828
 Place Alexis-Nihon
 514-855-9499
 Centre Eaton
 514-849-5666
 Place Bourassa
 514-324-3180
 Place Versailles
 514-355-0003
 Les Galeries d'Anjou
 514-356-0356
 2116, rue Guy
 514-932-3113
 Centre Rockland
 514-735-4086
 997, rue St-Antoine O.
 514-866-3250
 3338L, boul. des Sources
 514-683-3333
 Carrefour Angrignon
 514-368-2211
 Place Vertu
 514-905-7136
 2100, boul. Marcel-Laurin
 514-856-1888
 Centre Montpelier
 514-747-1777
 Fairview Pointe-Claire
 514-695-1554
 Complexe Desjardins
 514-842-0288
 1, rue De Casselin E., bur. 101
 514-262-6666
 5529, avenue Monkland
 514-788-9215
 1008, rue Clark, bur. 2068
 2170, avenue Pierre-Dupuy
 514-538-3900
 4154, rue Jean-Talon E.
 514-723-6048
- BELCIEL**
 Mail Montenach
 450-467-8286
- BOUCHERVILLE**
 Promenades Montarville
 450-449-4998
- BROSSARD**
 Mail Champlain
 450-775-2000
 Place Portobello
 450-871-7242
- CHATEAUGUAY**
 129, boul. St-Jean-Baptiste
 450-689-2201
 Centre Régional Châteauguay
 450-690-5138
- DELSON**
 280, boul. Marie-Victorin
 450-444-2100
- DORION**
 64, boul. Harwood, bur. 101
 450-226-7082
- DRUMMONDVILLE**
 965, boul. St-Joseph
 819-719-9977
 Promenades Drummondville
 819-715-8034
- GATINEAU**
 360, boul. Maloney O., bur. 1
 819-663-8580
 Promenades de l'Outaouais
 819-561-2011
- GRANBY**
 583, boul. Rivin
 450-777-6612
 Galeries Granby
 450-375-4355
- GREENFIELD PARK**
 3312, boul. Taschereau
 450-671-2303
- HULL**
 Les Galeries de Hull
 819-775-9081
 442, boul. St-Joseph
 819-716-8373
- ILE-PERROT**
 Carrefour Don-Quichotte
 514-428-9000
- JULIETTE**
 517, rue St-Charles-Borromée N.
 450-755-5000
 Galeries Juliette
 450-760-3000
- KIRKLAND**
 2814, boul. St-Charles
 514-228-9000
- LAVAL**
 2142, boul. des Laurentides
 450-629-6000
 Centre Laval
 450-978-1081
 1888, boul. St-Martin O.
 450-682-3640
 241C, boul. Samson
 450-669-1771
 Carrefour Laval (boutique)
 450-687-5386
 Carrefour Laval (Risques)
 450-686-7556
 1600, boul. Le Corbusier, bur. 740K
 450-978-1081
 1273, boul. Curé-Labelle
 450-680-1234
- LONGUEUIL**
 Place Desormeaux
 450-979-9077
 1490, chemin de Chambly, bur. 101
 450-442-1566
 Place Longueuil
 450-321-0279
- MAGOG**
 221, rue Principale O.
 819-843-8455
- POINTE-AUX-TREMBLES**
 Carrefour de la Pointe
 514-642-3338
- REPERTIGNY**
 494A, rue Notre-Dame
 450-657-3666
 Les Galeries Rive-Nord
 450-581-7758
- ROSEMERE**
 Place Rosemère
 450-971-2000
 133, boul. Curé-Labelle
 450-419-7630
- SAINT-BRUNO**
 Promenades St-Bruno
 450-653-1472
- SAINT-CONSTANT**
 Mega-Centre St-Constant
 450-635-5022
- SAINT-EUSTACHE**
 360E, boul. Arthur-Sauvé
 450-974-9299
- SAINT-HUBERT**
 Complexe Cousineau
 450-626-8556
 Saint-Hubert
 Les Galeries St-Hubert
 450-261-9991
- SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU**
 Carrefour Richelieu
 450-359-4941
 Les Halles St-Jean
 514-891-1888
- SAINT-JEROME**
 Carrefour du Nord
 450-316-5095
 60, rue Bélanger
 450-431-2335
- SALABERRY-DE-VALLEYFIELD**
 Centre Valleyfield
 450-316-5095
- SHERBROOKE**
 2980, rue King O.
 819-566-5555
 Carrefour de l'Estrie
 819-822-8550
- SOREL**
 Promenades de Sorel
 450-746-2079
- TERREBONNE**
 1270, boul. Moody, bur. 10
 Les Galeries de Terrebonne
 450-863-8603
- TROIS-RIVIERES**
 5335, boul. des Forges
 450-657-3666
 5635, boul. Jean-XIII
 450-626-8556
 Centre Les Rivières
 450-626-8556
- VALLEYFIELD**
 3225, boul. Desjardins-Longueuil
 450-371-9931
- VERDUN**
 Centre commercial Le Village
 514-891-1888
- VICTORVILLE**
 La Grande Place
 819-357-5007

MAINTENANT, C'EST CORRECT DE DOUBLER

ÉTUDIANTS, PASSEZ SANS FRAIS DE 5 À 10 NUMÉROS AVEC



APPELS ET TEXTOS ILLIMITÉS
POUR VOS 10 NUMÉROS PRÉFÉRÉS*,
PEU IMPORTE LE RÉSEAU.

Profitez maintenant des interurbains illimités
partout au pays avec MON TOP 5^{MC}

LE RÉSEAU LE PLUS FIABLE AU PAYS¹ www.rogers.com/fiable

FIÈRE PARTENAIRE DE TEL-JEUNES

www.rogers.com/montop5



JUSQU'À 5% DE RÉDUCTION POUR LES CLIENTS ABONNÉS À PLUSIEURS PRODUITS DE ROGERS - TÉLÉPHONIE SANS FIL ET INTERNET**.



*L'offre prend fin le 31 octobre 2007 et est valable à l'activation de forfaits MON TOP 5 pour étudiants à 40\$ par mois avec un abonnement de trois ans. Nécessite une preuve d'inscription valide dans une institution d'enseignement postsecondaire canadienne participante. Des frais mensuels d'accès au système de 6,95\$ (frais non gouvernementaux), des frais mensuels d'accès au service d'urgence 9-1-1 de 50¢ et des frais uniques de mise en service de 35\$ s'appliquent en plus des frais de service mensuels (taxes exigibles en sus). Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Demander tous les détails en magasin. Cette offre peut être modifiée sans préavis. Les appels locaux, les appels interurbains au Canada et les messages texte sont illimités et s'appliquent aux 10 numéros de téléphone inscrits sur la liste MON TOP 5. Les appels interurbains illimités au Canada s'appliquent uniquement aux appels effectués ou reçus au Canada avec le sans-fil Rogers du client, entre le client et les 10 numéros de téléphone inscrits sur la liste MON TOP 5. Seuls les numéros de téléphone canadiens à 10 chiffres sont admissibles au service MON TOP 5. Les frais d'interurbain aux États-Unis et à l'étranger, de texto à voix et de service en déplacement s'appliquent s'il y a lieu. D'autres conditions s'appliquent; consulter rogers.com/montop5 pour obtenir de plus amples renseignements. ¹ «Le réseau le plus fiable» fait référence aux résultats de tests menés par Rogers et une firme de recherches indépendante quant à la clarté des appels et aux appels interrompus dans la majorité des centres urbains au Canada, à l'intérieur de la zone de couverture de Rogers Sans-fil, et comparant le service de voix des principaux fournisseurs de service sans-fil. ²La réduction s'applique aux frais de service mensuels récurrents pour les services admissibles. Nécessite un abonnement d'au moins deux ans à chaque service admissible. Certains services ne sont pas offerts dans toutes les régions. Consulter rogers.com/offresgroupées pour obtenir de plus amples renseignements. ^{MC}Marques de commerce de Rogers Sans-fil S.E.N.C. ou de Rogers Communications inc. utilisées sous licence. ©2007



18

Simple comme 1, 2, 3...D!

« La réalité virtuelle se révèle être l'avenir de l'informatique. »

À force de donner l'illusion de faire bouger les objets dans l'espace, Jean-François Lapointe pourrait se prendre pour un Houdini du nouveau millénaire. Pourtant, il tire plutôt sa magie de sa formation d'ingénieur et de son expérience au Conseil national de recherches du Canada (CNRC). Un savoir-faire qu'il partage allègrement avec les étudiants du Département d'informatique et d'ingénierie (DII) de l'Université du Québec en Outaouais (UQO).

D'ailleurs, Michal Iglewski, directeur du DII de l'UQO, ne tarit pas d'éloge envers son chargé de cours : « Jean-François n'est pas comme les autres! Alors que ceux qui travaillent dans le monde de l'industrie ont parfois tendance à faire dans la routine, lui, en tant que chercheur, demeure toujours à la fine pointe de la technologie ».

La passion de Jean-François Lapointe pour la technologie s'est façonnée au cours de sa maîtrise en robotique ainsi que de son doctorat en interface à l'École Polytechnique de Montréal. « Je voulais avant tout parfaire la communication entre la personne et la machine. » C'est en tant que boursier au Centre de recherche en informatique de Montréal qu'il poursuit ses études doctorales, explorant la simulation 3D appliquée au monde de la machinerie forestière. Cette technologie, également utilisée dans les secteurs minier et spatial, a pour objectif premier de représenter, par le biais de savants calculs trigonométriques, un objet ou une technique dans un secteur donné.

Et histoire d'aller plus loin dans le maillage des liens entre la recherche et l'industrie, le chercheur se joint en 1998 à l'Institut de technologie de l'information du CNRC, où il concentre ses efforts dans le monde virtuel. Par la suite, ses recherches le conduisent vers des secteurs bien différents de l'industrie primaire. En effet, depuis le début du nouveau millénaire, Jean-François Lapointe se spécialise dans la cybermuséologie.

Visualiser en 3D grâce à Démotride

Imaginez un instant que vous avez à votre écran d'ordinateur l'image d'une salle de musée. Soudainement, la caméra s'approche et vous fait pénétrer à l'intérieur de ce lieu. En vous déplaçant autour des différentes œuvres, vous découvrez, en cliquant sur un tableau ou une sculpture, son histoire ainsi que celle de l'artiste qui l'a réalisé. De plus, vous visualisez quelques images d'une entrevue vidéo avec l'artiste en question.

En prenant les rênes de ce projet novateur en 2001, Jean-François Lapointe a fait de Démotride un outil multimédia qui permet de consulter textes, images, sons et animations. Axé sur les recherches en interactions personne-machine, le projet du CNRC, mené en collaboration avec Christian Langis et Pascal Savard, a donc permis au jeune ingénieur de se concentrer sur le monde patrimonial et, en particulier, sur la muséologie. Car selon Jean-François Lapointe, Démotride rend les collections des musées plus accessibles au public.

Le vent dans les voiles!

Récemment, une nouvelle étape a été franchie pour ce projet. L'intégration des travaux de recherche de M. Lapointe à une borne interactive, commercialisée par Solaris Labs de Montréal, a résulté en la création d'une technique d'interaction 3D unique. Cette dernière permet à un utilisateur de faire pivoter un objet sans même devoir toucher l'écran. Magie? Pas tout à fait. Mais drôlement impressionnant par contre! Comment ça fonctionne? Deux mini caméras placées de chaque côté de la borne captent les mouvements de la main. Ces gestes sont alors transmis à l'ordinateur, puis analysés et convertis en calculs trigonométriques. La main remplace la souris, en quelque sorte.

Le succès frappe déjà à la porte de l'équipe de recherche puisqu'elle vient de conclure des partenariats avec, notamment, le Musée canadien des civilisations, à Gatineau, ainsi que le Louvre, à Paris.

Fait intéressant à noter : à la fin de l'année 2006, les médias avaient abondamment traité des travaux effectués en lien avec la célèbre Joconde. Grâce aux outils technologiques développés par l'équipe de M. Lapointe, on a pu en savoir davantage sur la composition de cette énigmatique toile.

Un plus pour l'UQO

MM. Lapointe et Iglewski soulignent que l'université outaouaise a été la première au Canada à offrir, dès 2000, un cours sur la réalité virtuelle. « Cette spécialité se révèle être l'avenir de l'informatique », assure Michal Iglewski. « L'industrie du jeu vidéo arrive en tête de liste des employeurs dans ce domaine », précise M. Lapointe, qui supervise les travaux de maîtrise d'étudiants de l'UQO.

En allant chercher un chargé de cours passionné par son domaine comme l'est Jean-François Lapointe, l'UQO assure à ses étudiants un transfert de connaissances hors du commun. De plus, la présence du jeune professeur dans les murs de l'établissement contribue à l'épanouissement de ses étudiants. M. Lapointe facilite ainsi l'accès aux laboratoires du CNRC à plusieurs d'entre eux lors de leurs stages.

Industrie cherche finissants

D'après une étude réalisée pour le compte du Conseil des technologies de l'information et des communications à l'automne 2006 par le consultant en économie John O'Grady, il est prévu que l'emploi augmentera de 2,3% dans ce domaine annuellement jusqu'en 2010. Selon des estimations prudentes, cela signifie un accroissement net de quelque 58 000 emplois en technologie de l'information au cours des trois à cinq prochaines années.

En dépit de ces prévisions optimistes, Michal Iglewski remarque que les inscriptions stagnent en informatique et en ingénierie. Selon lui, les gens ne sont simplement pas au courant de la dernière reprise du marché. Dommage, car voilà un milieu où les férus de mathématiques et d'applications complexes trouveraient chaussure à leur pied pendant les quatre années que dure le diplôme d'ingénieur en informatique. •



La voie du succès

« J'ai toujours aimé les grandes organisations complexes ! »

À l'époque où Lyse Ricard entre à l'Université du Québec à Hull (UQAH), la province connaît une récession. Nous sommes en 1975. Laissant derrière elle l'idée de devenir traductrice ou professeure, elle s'inscrit au baccalauréat spécialisé en administration des affaires, option comptabilité, pour devenir comptable agréée. « Une belle porte d'entrée sur le marché du travail, qui mène à tout, comme un permis de conduire ! », lui avait dit un professeur.

« Cette phrase m'a fait rêver », se souvient M^{me} Ricard, qui, à ce moment, arpente les couloirs en même temps que sa mère, alors étudiante en éducation. « Choisir une université fut tout naturel. J'étais native de Hull et j'habitais la région de l'Outaouais. J'ai donc mis peu de temps à me décider sur l'institution. »

Le début d'une grande aventure

Diplôme en poche, Lyse Ricard quitte l'Outaouais pour Trois-Rivières, où se donne le cours d'appoint menant à l'obtention du titre de comptable agréé. À son retour, elle passe l'examen avec succès et devient ainsi la première étudiante de l'UQAH à le réussir.

Sensuit alors le début d'une carrière des plus riches. « J'ai d'abord fait un stage chez Séguin, Maheu, Noiseux, Roy, comptables agréés (maintenant Deloitte Touche Tohmatsu) pour ensuite y travailler pendant trois ans. » La jeune diplômée inscrit alors une première expérience en administration à sa feuille de route. « Je n'ai pas cherché à travailler en administration pendant mes études. Je faisais de la suppléance au primaire et j'ai suivi mon cours de sauvetage, ce qui m'a permis d'enseigner la natation et de fonder un programme de natation pour personnes ayant un handicap. »

Après quelques années, M^{me} Ricard s'inscrit à temps partiel au certificat en informatique de gestion. Elle décroche son diplôme en même temps que sa mère reçoit son certificat de deuxième cycle en technologie éducative. « Dans ma famille, cinq des six enfants ont fréquenté l'UQAH. Seule la benjamine n'a pas emprunté ce chemin, car le programme qu'elle avait choisi ne s'y donnait pas. »

Souhaitant élargir son champ de compétences, Lyse Ricard quitte le secteur privé pour sauter à pieds joints dans la sphère publique, où elle y vit l'ultime coup de foudre. « Encore aujourd'hui, je suis une passionnée de la fonction publique canadienne. C'est un immense terrain de jeu sur lequel je m'amuse depuis des années », lance-t-elle spontanément. Le Bureau du vérificateur général du Canada (à Ottawa, puis au bureau régional de Montréal) sera sa porte d'entrée.

Après avoir fait ses preuves au ministère de l'Expansion industrielle régionale en tant qu'administratrice, pratique de gestion, sa candidature est retenue pour accéder au programme *Cours et affectation de perfectionnement*. « C'est un programme accéléré pour former la relève des cadres », explique-t-elle. À l'époque, elle n'a pas encore 30 ans, ce qui fait d'elle la plus jeune participante au programme. « J'ai été choyée d'être choisie. J'ai pu diversifier mon expertise en occupant le poste de conseillère principale de politiques à

Transport Canada. Ce poste était particulièrement en lien avec le droit, domaine que j'ai dû vite découvrir ! »

Parallèlement, Lyse Ricard complète son certificat en informatique de gestion à l'UQAH et poursuit son ascension professionnelle. Les postes de directrice et de directrice générale des finances se succèdent. En 2001, elle deviendra sous-ministre adjointe aux opérations à Citoyenneté et Immigration Canada, où elle se concentrera sur des dossiers de taille : le tsunami en Asie, l'agitation civile en Haïti et le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), entre autres. « J'ai adoré ce boulot. J'étais responsable de tous les bureaux au Canada en plus de 75 bureaux internationaux. Pour arriver à rapatrier des Canadiens au pays ou encore à donner un toit à des réfugiés, il faut travailler en équipe, autant au sein du gouvernement qu'à l'extérieur. Dans le cas du tsunami, j'ai eu à diriger les actions du ministère. Mon équipe a mobilisé en quelques heures nos effectifs de premières lignes pour participer au secours d'urgence. Presque toutes les divisions du ministère au Canada ont été mises à contribution. Nous avons travaillé de concert avec d'autres organisations fédérales. »

En 2006, M^{me} Ricard recevait le titre de *Fellow* (membre d'honneur) de l'Ordre des comptables agréés du Québec. Une marque honorifique qui en dit long sur la rigueur professionnelle de cette grande dame.

La route se poursuit...

Récemment, elle a été nommée sous-commissaire des programmes d'observation à Revenu Canada. « J'ai toujours aimé les grandes organisations complexes ! En effet, 10 000 personnes travaillent sous ma direction. Au total, Revenu Canada compte 44 000 employés », précise-t-elle avec humilité. Aujourd'hui, la gestionnaire s'assure des bonnes pratiques fiscales du pays en les comparant à d'autres pays. Elle se joint à une organisation de renommée mondiale dont le travail sert directement à assurer la qualité de vie de tous les Canadiens. « Je continue à travailler sur des problématiques qui nous touchent tous, je règle quotidiennement des problèmes avec des spécialistes de différents domaines, comme des économistes, des avocats ou encore des spécialistes de la communication. C'est très enrichissant ! »

Quelle est donc la recette de son succès ? « Je n'ai jamais eu de plan de carrière défini, soutient M^{me} Ricard. Toutefois, j'ai toujours travaillé très fort. J'ai su m'entourer des bonnes personnes et me créer une bonne réputation par mes actions. En joignant la fonction publique canadienne, j'apprends tous les jours. Je m'y sens bien, les gens y sont progressistes et créatifs. »

À lire et à relire la feuille de route de Lyse Ricard, on ne peut faire autrement que de donner raison à son professeur. Posséder un baccalauréat spécialisé en administration des affaires, le titre de comptable agréé et un permis de conduire, c'est à peu près semblable : ces papiers vous mènent vraisemblablement partout, vous permettent de rêver et, précisons-le, ils peuvent vous conduire très loin! •



L'UQO et le développement des communautés : une combinaison gagnante

L'équation est simple. Des chercheurs émérites + une structure axée sur le développement des communautés = un leadership national dans ce domaine. Un résultat tributaire de plus de dix ans d'efforts fournis par l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et une équipe de chercheurs du Département de travail social et des sciences sociales qui a fait du développement des communautés une priorité institutionnelle.

Cette ténacité de tous les instants a conduit certains professeurs du Département à développer le Centre d'études et de recherche en intervention sociale (CÉRIS) ainsi que l'Alliance de recherche universités-communautés en innovation sociale et développement des communautés (ARUC-ISDC), tous deux dirigés par la professeure Lucie Fréchette. Cette réputation, qui va désormais bien au-delà de l'Outaouais, a fait en sorte que l'un des collègues de Lucie Fréchette, Denis Bourque, s'est vu octroyer cet été une Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire, véritable symbole de reconnaissance.

Une tradition qui remonte aux années 1990

Bien qu'indépendants, le CÉRIS et l'ARUC-ISDC sont évidemment liés. Selon Lucie Fréchette, au départ, « le CÉRIS, sorte d'ancêtre du développement social créé en 1993, a d'abord été un incubateur de recherche pour se transformer ensuite en véritable centre de recherche ». Le CÉRIS résulte de l'effort d'une douzaine de chercheurs comme les Yao Assogba, Denis Bourque ou encore Annie Devault qui travaillent sur des thèmes regroupés en deux grandes sections : le développement social et communautaire ainsi que la relation d'aide.

Puis, histoire de ratisser plus large dans le champ du développement communautaire, les chercheurs Lucie Fréchette, Louis Favreau, Denis Bourque et Martin Robitaille ont vu le besoin de créer, en 2004, l'ARUC-ISDC. Cette nouvelle alliance entre le milieu universitaire et les communautés s'articule autour de trois axes de recherche : le développement social, le développement socio-économique et le développement local dans une perspective internationale.

« L'une des originalités de notre Alliance de recherche, selon la docteure en psychologie, c'est d'être interdisciplinaire au plan des chercheurs. » Au sein de l'ARUC-ISDC, on retrouve 26 chercheurs québécois, canadiens et d'autres pays dans des domaines tels que la psychologie, la politique, l'économie et la sociologie.

Autre particularité : l'ARUC-ISDC compte sur la participation active d'une douzaine d'organisations régionales et nationales, dont le Carrefour action municipale famille, la Conférence régionale des élus de l'Outaouais et le Centre canadien d'étude et de coopération internationale, sans oublier les partenaires locaux comme la Ville de Gatineau.

En établissant des ponts entre la recherche universitaire et les acteurs du milieu, l'ARUC-ISDC fait en sorte que des lendemains concrets naissent de cette coopération en recherche. C'est ainsi qu'une recherche au Québec, portant sur les politiques de développement social, alimente les villes et les municipalités régionales de comté qui doivent désormais tenir compte de cette réalité dans leur plan de développement.

Pour l'Outaouais, mentionnons l'exemple du dépanneur Sylvestre. Haut lieu de la diffusion culturelle alternative dans le secteur Hull, le dépanneur a fait l'objet d'une étude par Yao Assogba, qui s'est notamment intéressé à la clientèle visée par cet organisme.

Des liens sans doute plus faciles à tisser entre l'ARUC-ISDC et le milieu communautaire, puisque certains intervenants ont même été des praticiens du développement des communautés.

Une nouvelle chaire de recherche

Denis Bourque est l'un de ces praticiens. Détenteur d'un doctorat en service social de l'Université Laval, il a notamment été organisateur communautaire au Centre local de services communautaires Seigneurie-de-Beauharnois pendant 15 ans. Et voilà que le gouvernement canadien vient tout juste de lui accorder la création d'une chaire de recherche du Canada de niveau 2 en organisation communautaire, qui sera la première en travail social dans le cadre de ce programme canadien.

Il s'agit d'une quatrième chaire de recherche du Canada pour l'UQO, dont deux en travail social après l'obtention, en 2002, de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), dirigée par Louis Favreau. Cette dernière aborde la sociologie et les sciences sociales, mais se concentre sur le « développement socio-économique des collectivités territoriales dans une perspective Nord-Sud », rappelle M. Bourque. En ce qui concerne la nouvelle chaire en organisation communautaire, elle s'intéressera davantage « au développement social des communautés constituées sur une base géographique, d'intérêts ou d'identités », en examinant de plus près les pratiques professionnelles d'organisation communautaire qui soutiennent ce développement ainsi que les mouvements associatifs impliqués. Elle sera dotée d'un fonds de recherche de 100 000 \$ par année, octroyé pour cinq ans.

Évidemment fier de cette réalisation, Denis Bourque estime que la nouvelle chaire permettra de mieux comprendre comment « l'organisation communautaire contribue à transformer les problèmes collectifs des communautés en solutions collectives ». De plus, elle produira des connaissances qui vont aider le développement de l'organisation communautaire par la compréhension des conditions de succès et de renouvellement de cette pratique.

Former et diffuser

Non seulement la chaire du professeur Bourque analysera l'organisation communautaire, mais elle servira également à la diffusion des recherches entreprises à l'UQO, que ce soit par la publication de cahiers de recherche, d'ouvrages, d'articles dans des revues spécialisées, de communications scientifiques ainsi que d'outils de transfert de connaissance.

L'ARUC-ISDC fait sienne cette phase de diffusion. Loin de s'enfermer dans leur tour d'ivoire, les différents professeurs qui gravitent autour de l'Alliance se donnent comme mission d'établir un solide partenariat avec le milieu.

L'ARUC-ISDC compte sur une subvention d'un million de dollars de la part du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada et bénéficie du soutien financier additionnel important de partenaires comme l'UQO, la Ville de Gatineau, la CRÉO, l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et le CECI. Une heureuse combinaison financière « qui nous donne les moyens de nos ambitions », précise Lucie Fréchette.

Un soutien qui fera en sorte que se multiplieront, peut-être sur la planète, de meilleurs leviers de développement des communautés et davantage de dépanneurs Sylvestre! •



24

Structuration : des initiatives issues du milieu

« Le service à la collectivité nourrit ma recherche, et vice-versa. »

Jacques-Bernard Gauthier est à la page. Ce professeur du Département des sciences administratives de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) mène des travaux de recherche sur un sujet de l'heure : les services de soins de santé. De prime abord, on croirait qu'il se penche sur la « réforme » de ces services. Pourtant, le principal intéressé parle plutôt de « structuration ».

Les réformes, explique le professeur Gauthier, se définissent comme de grandes actions d'origine ministérielle et politique. Cependant, le système de santé est aussi le résultat des pratiques quotidiennes de ses acteurs (travailleurs, bénéficiaires, bénévoles, etc.). « S'intéresser à la structuration du système de santé consiste à examiner sa dynamique à travers des actions des intervenants du domaine de la santé. Leurs pratiques quotidiennes donnent vie au système de santé. Par différentes formes d'actions, un projet par exemple, ces gens peuvent modifier un aspect du système de santé », poursuit le professeur.

À la Coop Santé Aylmer, où on lui a confié le rôle de chercheur associé, il se penche sur un projet qui devrait doter ce secteur de la ville de Gatineau d'une clinique de services d'urgence de première ligne.

Projet innovateur

Devant les difficultés que connaît actuellement l'Outaouais dans le secteur de la santé, le succès d'un plan de redressement ne passe pas par un décret ministériel, mais bien par des initiatives rassembleuses issues des gens du milieu, comme c'est le cas à Aylmer, fait valoir M. Gauthier.

Le groupe, auquel participe M. Gauthier, poursuit ses démarches avec des partenaires du système de santé : l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais et le Centre de santé et de services sociaux de Gatineau (CSSS). Dans le cadre de ce projet, le professeur Gauthier exerce un travail de service à la collectivité ainsi qu'un travail de recherche.

« Ils sont à définir la logique derrière cette initiative tant convoitée. Je les accompagne, je les aide à définir et à conceptualiser le projet », explique le professeur. Il veut ainsi mettre à profit son bagage scientifique et travailler sur la problématique propre à l'Outaouais, région qui l'a vu naître.

Le concept d'une salle d'urgence à l'extérieur d'un milieu hospitalier demeure novateur -dans la région du moins-, précise le chercheur. « Cela nécessite donc une belle collaboration pour que ce projet se concrétise. Jusqu'ici, j'ai vu une belle ouverture de la part du CSSS, et le terrain est formidable pour mes études. C'est très motivant », reconnaît-il.

L'ouverture d'une clinique de soins d'urgence de première ligne pourrait aider à désengorger un tant soit peu le système de santé actuel, car des patients avec des blessures ou maux mineurs pourraient consulter la clinique et y être traités tout en évitant la salle d'urgence du centre hospitalier. Des cas d'otites, de fractures et de douleurs à l'abdomen, par exemple, y seraient ainsi traités et on offrirait des services de radiologie et de laboratoire sur place. Optimiste quant à la concrétisation de ce concept, l'équipe s'attend à ce que l'autorisation ministérielle lui soit accordée d'ici janvier 2008.

Guy Benoit, président du conseil d'administration de la Coop Santé Aylmer, explique que la participation de l'UQO dans ce projet aide à définir de façon plus précise comment organiser les soins dans une clinique d'urgence de première ligne. D'ailleurs, l'arrivée en scène du professeur Gauthier est vue d'un très bon œil, car il apporte des connaissances qui complètent celles des bénévoles et des médecins. « Il s'agit d'une valeur ajoutée en termes de connaissances, d'appui logistique et d'appui politique », précise M. Benoit.

Pour sa part, le chercheur se sent privilégié de pouvoir établir de bonnes relations avec les gens du milieu. « Le service à la collectivité nourrit ma recherche, et vice-versa. »

Exemple de mobilisation

Lors de son passage en Outaouais en juin 2007, le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, Philippe Couillard, a lancé un appel à la mobilisation générale pour faire du plan de santé un succès, rappelle Jacques-Bernard Gauthier. Or, il n'y a aucun doute dans son esprit que le projet de la clinique de soins d'urgence de première ligne découle d'une mobilisation de la part de gens du milieu d'Aylmer qui veulent répondre à un besoin dans leur communauté. « Ces gens se sont mobilisés et ils font un travail incroyable, je ne suis là que pour les appuyer », souligne le chercheur.

Titulaire d'un baccalauréat en biologie et en physiologie de l'Université d'Ottawa, d'une maîtrise en gestion de projet de l'Université du Québec en Outaouais et d'un doctorat en administration de l'Université Laval, M. Gauthier démontre son expertise dans les domaines entourant l'organisation de la gestion des sciences de la santé. Outre son rôle à la Coop Santé Aylmer, le professeur Gauthier s'illustre en tant que chercheur associé au sein du Groupe interdisciplinaire de recherche et de développement en soins infirmiers et services de santé à l'UQO.

D'autres projets de recherche motivent le professeur Gauthier. Au CHVO, il analyse, avec le support d'étudiants, les leviers et les défis qu'ont rencontrés les instigateurs d'un important projet de thrombolyse qui a vu le jour récemment. Il dirige également les travaux d'un étudiant qui examine comment les actions quotidiennes en pharmacie communautaire produisent et reproduisent une pratique générale de la pharmacie telle qu'on la connaît.

À titre de co-chercheur, il a obtenu une subvention de recherche pour étudier les dynamiques de collaboration entre les intervenants de la santé clinique et ceux de la santé publique. En partenariat avec une collègue de l'Université Laval, il prépare ces jours-ci une demande de subvention dont l'objectif est d'observer les façons dont les gens développent des projets et comment se structure l'interface de collaboration entre eux. Les deux chercheurs envisagent d'utiliser l'exemple de la Coop Santé Aylmer parmi les cas à étudier.

« Par mes travaux, j'espère alimenter les réflexions et les actions des gens du réseau de la santé de la région », conclut le chercheur. •

Votre organisation a choisi l'assurance de groupe auto et habitation de La Personnelle...

Il doit bien y avoir une raison !

Découvrez tous les avantages du régime d'assurance qui vous est offert grâce au partenariat entre l'Association des diplômés et diplômées de l'Université du Québec en Outaouais et La Personnelle.

- Obtenez un rabais de groupe et des privilèges exclusifs adaptés à vos propres besoins.
- Bénéficiez de l'expertise du 1^{er} assureur de groupe auto et habitation au Québec.
- Faites profiter votre conjoint(e) et les personnes à votre charge de vos avantages de groupe.

Appelez dès maintenant pour une soumission auto, habitation ou entreprise :

1 888 GROUPES
(1 8 8 8 4 7 6 - 8 7 3 7)

Ou demandez une **soumission auto en ligne** à www.lapersonnelle.com/aduqo

Gagnez
25 000 \$
2 prix à gagner...

Courez la chance de gagner l'un des 2 prix de 25 000 \$* simplement en demandant une soumission à La Personnelle !

* Aucun achat requis.
Détails disponibles au www.lapersonnelle.com/25000



laPersonnelle^{MC}
Assurance de groupe auto, habitation et entreprise

L'HYPERLIEN

Le bulletin électronique d'information de l'UQO

Abonnez-vous !

www.uqo.ca/hyperlien



Non au dégel des frais de scolarité

Par Denyse Côté

Appuyer le principe de gratuité scolaire? Mais quelle idée saugrenue! L'éducation supérieure devrait être défrayée de façon substantielle par la personne qui en profite, car une formation universitaire permet l'accès à une carrière et à des revenus supérieurs.

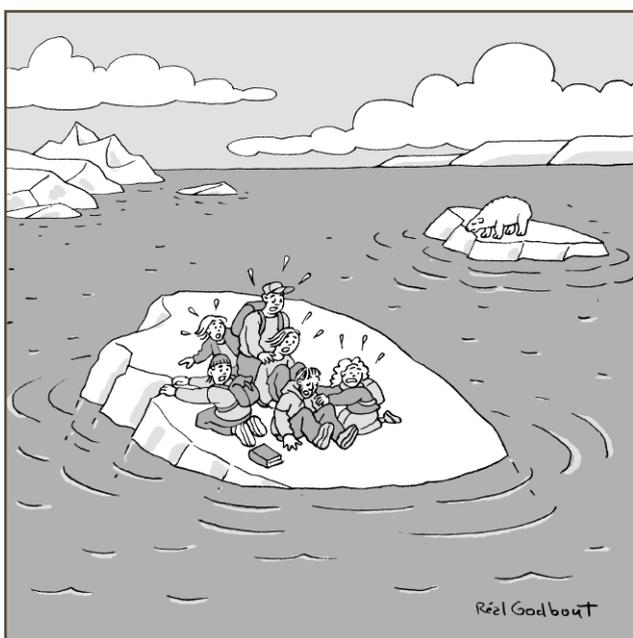
Cet énoncé, qui circule largement, omet le fait que l'éducation universitaire demeure avant tout un bien public, un héritage légué aux générations montantes et un élément clé des sociétés et économies dites « du savoir ».

Trois questions se posent ici :

- L'augmentation des frais de scolarité favorisera-t-elle un meilleur accès à l'éducation universitaire aux plus méritants ou aux plus fortunés?
- Quelles disciplines bénéficieront de cette augmentation : les plus rémunératrices ou celles où le chômage et les salaires plus modestes sont courants?
- Quelles conséquences découleront d'une hausse des frais de scolarité pour les étudiants qui doivent financer eux-mêmes leurs études?

L'enjeu ne constitue pas seulement un équilibre entre les dépenses publiques et la responsabilité individuelle de l'étudiant. Une augmentation des frais de scolarité influencera le choix de carrière des étudiants, leurs choix familiaux (y compris celui de fonder une famille dans les périodes d'études ou de remboursement des dettes d'études), le temps dédié à un emploi rémunéré pendant les études universitaires, l'accès aux études pour les parents avec charge d'enfants et même la santé des étudiants (vacances sacrifiées pour un travail rémunéré, diminution du budget de nourriture, etc.).

À titre de comparaison, les hausses de frais de scolarité du gouvernement ontarien ont fait augmenter le décrochage, le taux d'endettement, le niveau de pauvreté ainsi que le nombre de faillites personnelles des étudiants et de banques alimentaires sur les campus. De telles hausses contreviennent au Pacte international des droits économiques, culturels et sociaux, signé par le Québec et par le Canada sur la question.



Caricature : Réal Godbout | chargé de cours



Oui au dégel des frais de scolarité, mais...

Par Ali Béjaoui

Le débat autour du gel ou du dégel des frais de scolarité se polarise de plus en plus. Dans ce qui suit, je vous propose une saveur différente au débat. Je vais essayer de vous convaincre que l'augmentation des frais de scolarité est inéluctable, mais qu'il faudra être créatif pour ne pas compromettre l'accessibilité aux études postsecondaires.

Avant d'étaler mes arguments, il est essentiel de reconnaître que les frais de scolarité constituent un investissement plutôt qu'une dépense. Un investissement suppose des coûts et un rendement. Appliqué aux études postsecondaires, il génère deux types de rendement : privé et public ou social. En effet, la détention d'un diplôme universitaire améliore les perspectives d'emploi des étudiants et leur donne accès à un meilleur salaire. La société bénéficie aussi d'une population plus scolarisée, synonyme d'une main-d'œuvre plus productive, d'un taux de chômage plus faible, des revenus d'impôt plus élevés et d'une meilleure intégration sociale. En partant de ce principe, il est clair que l'augmentation des coûts des études postsecondaires doit être assumée par les deux bénéficiaires du rendement : les étudiants et la société.

Faisant face au gel des frais de scolarité et au manque du financement public, les universités sont contraintes à réduire l'offre des cours, à abandonner le développement de nouveaux programmes, à limiter l'embauche de professeurs et à augmenter la taille des classes. À long terme, la qualité de l'enseignement et la valeur des diplômes en souffriront. Par ailleurs, certains employeurs exigent de plus en plus une maîtrise pour des postes qui requièrent un baccalauréat ! Cette dévaluation diminuera la rentabilité des diplômes qui pourrait, à son tour, dissuader la poursuite d'études postsecondaires.

L'augmentation des frais de scolarité constitue-t-elle la solution? Certainement, mais elle doit être accompagnée par un ensemble de mesures indissociables telles que :

- faciliter l'accès aux prêts, rembourser une portion du prêt à l'étudiant s'il finit son programme dans un délai raisonnable (la contribution du gouvernement);
- lui rembourser une autre portion s'il maintient une moyenne précise (la contribution de l'université); et
- lui permettre de rembourser sa dette en fonction de son revenu.

Avec une pénurie de main-d'œuvre en perspective, il n'est pas exclu que les employeurs rembourseront le solde de la dette pour attirer les meilleurs étudiants !



IMAGINEZ L'UQO



Un don de 150 000 dollars d'Énergie Brookfield

La Fondation de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) a reçu un appui important d'Énergie Brookfield au cours de l'été 2007 alors que la compagnie a contribué à la campagne « Imaginez l'UQO » avec un don majeur de 150 000 dollars.

Cette contribution d'Énergie Brookfield permettra d'offrir des bourses d'admission d'excellence au premier cycle et des bourses d'études en sciences comptables et en informatique. Un montant a également été alloué pour l'aménagement de la bibliothèque de l'UQO, dont les travaux d'agrandissement viennent de se terminer.

« Énergie Brookfield est une organisation axée sur la croissance, et notre don représente un investissement pour l'avenir, déclare Richard Legault, président et chef de l'exploitation d'Énergie Brookfield. La mise en place des bourses Énergie Brookfield et notre contribution à l'infrastructure de l'Université reflètent notre engagement à long terme envers la région et sa population étudiante, tant aujourd'hui que pour les années à venir. »

Énergie Brookfield, qui a son bureau corporatif à Gatineau et qui exerce des activités dans la région, compte de nombreux diplômés de l'UQO parmi ses employés. « Nous croyons qu'il est primordial pour les compagnies d'appuyer et d'enrichir la collectivité locale. C'est pourquoi nous venons en aide aux établissements universitaires comme l'UQO. Cet investissement s'aligne avec notre projet d'entreprise qui est d'assurer l'accès aux meilleures ressources humaines disponibles », ajoute M. Legault, également diplômé de l'UQO.

« Cet appui d'Énergie Brookfield est très significatif pour nous, souligne le recteur de l'UQO, Jean Vaillancourt. Il témoigne de la confiance qu'ont les dirigeants de cette entreprise en notre université et de l'intérêt que ces derniers vouent au développement de leur *alma mater*. »

L'objectif de 10 millions de dollars à portée de main

Depuis son lancement en mars 2006, la campagne majeure de financement de la Fondation de l'UQO va bon train. Déjà, 7 millions de dollars ont été amassés par les bénévoles du cabinet de campagne.

« Les efforts de notre équipe ne cessent de se poursuivre afin d'amasser le plus rapidement possible notre objectif de 10 millions de dollars », explique le président de la campagne « Imaginez l'UQO », Daniel Gagnon.

Au cours des derniers mois, d'autres donateurs ont généreusement contribué à la campagne, dont Provigo, avec un don de 125 000 dollars; Cactus Commerce, avec un don de 18 000 dollars, et les Grands feux du Casino, avec un don de 10 000 dollars. De plus, diverses activités de financement, tel l'encan silencieux organisé en collaboration avec le quotidien Le Droit et Radio-Énergie 104.1, ont eu lieu au cours de l'été.

Durant l'année 2007-2008, la Fondation remettra d'ailleurs plus de 250 000 dollars en bourses aux étudiants dans le cadre de différentes cérémonies réunissant de nombreux donateurs.

Il est toujours possible de participer à cette campagne majeure de financement de la Fondation en remplissant le formulaire de don au www.uqo.ca/fondation.

D'ici 2010, la Fondation de l'UQO entend recueillir 10 millions de dollars en dons provenant d'entreprises et d'individus afin de soutenir la croissance de l'Université établie à Gatineau de même qu'à Saint-Jérôme, à Maniwaki et à Mont-Laurier.

Regroupées sous quatre grands axes de développement, les priorités de la campagne de la Fondation visent à favoriser l'accès et la réussite aux études universitaires, la recherche et le développement dans certains pôles d'excellence propres à l'UQO, mais également dans de nouveaux créneaux en émergence, la construction ou la rénovation de ses infrastructures et le développement de programmes en région.

IMAGINEZ L'UQO



Un tournoi de golf au profit de la Fondation

Pour une 6^e année consécutive, la Classique Legault Roy, Avocats et du Fonds régional de Solidarité FTQ Outaouais a choisi d'attribuer les bénéfices de cette activité à la Fondation de l'UQO. Cet événement aura permis de donner 16 000 dollars qui s'ajouteront au fonds de dotation déjà créé pour un total de 65 500 dollars. Ce fonds permet de verser annuellement une bourse d'études à un étudiant de l'UQO.

Édith Gaudet, directrice régionale du Fonds régional de Solidarité FTQ Outaouais, et M^e Richard Roy, de Legault Roy, Avocats, étaient fiers de remettre ce chèque à Lucie Ménard, directrice générale de la Fondation de l'UQO.

Photo : Arthur Silverstone

De généreux diplômés

En juin 2007 prenait fin la campagne de financement de la Fondation auprès des diplômés de l'UQO. La Fondation est fière d'annoncer que les promesses de dons des diplômés totalisent près de 110 000 dollars dépassant ainsi pour la première fois le cap des 100 000 dollars. Les diplômés avaient le choix d'assigner leur don à l'une ou l'autre des priorités de la campagne majeure « Imaginez l'UQO ». C'est donc l'ensemble de la communauté universitaire qui bénéficiera de leur générosité.

Monsieur Nicolas Cazalais, président de Kolegram, avait accepté d'être le porte-parole pour cette campagne de financement. Sans hésitation, M. Cazalais avait endossé cette cause parce que, comme il le dit si bien, c'est en partie grâce à son réseau de contacts, développé pendant son séjour à l'UQO, qu'il a pu percer le monde des affaires en Outaouais.

Une campagne menée auprès des diplômés ne vise pas uniquement à solliciter des dons. Selon Martine Deschênes, adjointe au développement de la Fondation, « communiquer avec les diplômés permet également de créer des liens, de mettre à jour leurs coordonnées pour qu'ils puissent continuer à recevoir le magazine *Savoir Outaouais*, de connaître le poste qu'ils occupent et le milieu de travail où ils oeuvrent ainsi que de consolider leur sentiment d'appartenance à l'UQO et leur loyauté envers leur *alma mater* ».

Le gala-bénéfice du campus de Saint-Jérôme récolte plus de 70 000 dollars

Le gala-bénéfice du campus Saint-Jérôme a été couronné de succès. Cette soirée, qui a réuni plus de 400 personnes, a permis à la Fondation de recueillir plus de 70 000 dollars pour le développement du futur campus de l'UQO qui sera érigé dans le centre-ville de Saint-Jérôme.

Au cours de cette soirée, les représentants de la Fondation et du comité organisateur du gala présidé par l'homme d'affaires jérômien, Gaétan Lapointe, ont souligné, sous la formule d'un « bien cuit », le 50^e anniversaire du maire Marc Gascon. En plus d'un souper gastronomique, les participants ont eu droit à diverses surprises et à des témoignages de personnalité, dont le premier ministre Jean Charest, le ministre du travail et député d'Argenteuil, David Whissell, le maire de Salaberry-de-Valleyfield, Denis Lapointe, et le directeur général de l'Union des municipalités du Québec, Marc Croteau.

Pour le recteur de l'UQO, Jean Vaillancourt et le président de campagne de la Fondation, Daniel Gagnon, cette soirée a permis non seulement de souligner l'apport du maire Gascon dans le développement de l'Université dans les Laurentides, mais aussi de mobiliser la communauté d'affaires de la région aux priorités de la campagne de financement.





Banque Alterna

Bienvenue à la Banque Alterna

Nous sommes différents. Nous allons au-devant de vos attentes, grâce à une philosophie bancaire unique, fondée sur les valeurs coopératives et une expérience de service exceptionnelle, axée sur des conseils financiers professionnels. De concert avec notre société mère, la Caisse Alterna, nous vous offrons une alternative financière convaincante. **La Banque Alterna, profitez-en !**

Pour de plus amples renseignements, contactez

Imene Benmeftah

Conseillère - Service à la clientèle
au **819.595.6980** poste 3003

Compte d'épargne investissement

- un intérêt qui est grand, très grand
- accès rapide à votre argent
- disponible sous forme de REER ou de FERR
- consultation financière professionnelle

Placer votre argent dans un **Compte d'épargne investissement** n'est que le début. Vous pourrez aussi rencontrer en personne l'un de nos conseillers financiers professionnels. Cette consultation complémentaire* fait partie de votre expérience lorsque vous ouvrez un compte d'épargne investissement à la Banque Alterna.

Un investissement avec un intérêt qui est grand, très grand, et des conseillers financiers qui tiennent à coeur vos intérêts - quoi de mieux pour assurer votre avenir financier ? **La Banque Alterna, profitez-en !**



M^e Robert Y. Cousineau :
nouveau président de l'ADD

L'ADD souhaite la bienvenue à son nouveau président, M^e Robert Y. Cousineau. Avocat en pratique privée exerçant en droit du divertissement et en droit d'auteur, il est détenteur d'une licence en droit (LL.L) de l'Université d'Ottawa et d'un diplôme de deuxième cycle en management de l'UQO. M^e Cousineau est membre du Conseil d'administration de l'Association des diplômés et des diplômées (ADD) de l'UQO depuis l'automne 2004.

Bienvenue à Jacynthe Gagnon !

L'ADD souhaite la bienvenue à Jacynthe Gagnon qui s'est jointe au Conseil d'administration en mai 2007. Jacynthe est diplômée du baccalauréat en traduction et en rédaction, diplôme qu'elle a obtenu en 2003. Elle travaille actuellement à Agriculture et Agroalimentaire Canada en tant que réviseure aux Services de traduction et de révision. Elle est présidente du Comité de terminologie du Ministère et coordonne les activités liées au Comité.

Hommage au président sortant de l'ADD

Jean-François Carrier a quitté la présidence de l'ADD-UQO pour poursuivre ses activités professionnelles dans la région de Montréal. Membre du Conseil d'administration depuis 2004, il est devenu président en 2005, poste qu'il a occupé jusqu'au printemps 2007.

Au cours de son mandat, Jean-François a notamment permis à l'ADD de resserrer les liens avec ses précieux collaborateurs à l'UQO, dont la Direction des communications et du recrutement, le Bureau du registraire et des services aux étudiants, le Service des technologies de l'information et le Bureau du développement.

Les idées novatrices de Jean-François et de son équipe ont notamment mené au changement du logo de l'ADD, rehaussant ainsi son image de marque. Il a également initié une participation accrue de l'Association à la diffusion de nouvelles par l'entremise du magazine *Savoir Outaouais* et du bulletin électronique de l'Université, *L'Hyperlien*, ainsi qu'à l'occasion d'événements comme la Collation des grades. Il a su relever de nouveaux défis et a permis à l'ADD de bénéficier d'une plus grande visibilité auprès de ses membres. Son passage à l'ADD aura été marqué du dévouement dont il a fait preuve tout au long de son mandat.

Invitation à l'Assemblée générale annuelle de l'ADD - modifications aux règlements

L'Assemblée générale permet aux diplômés de se rencontrer et d'échanger sur l'administration et l'orientation de leur association. L'ADD est présentement à la recherche de diplômés de toutes les disciplines pour combler des postes vacants au sein du Conseil d'administration.

Vous désirez vivre une expérience de bénévolat tout en apportant votre contribution au monde des diplômés universitaires? Communiquez sans tarder avec Josianne Arguin au bureau de l'ADD.

À l'occasion de l'Assemblée générale qui se déroulera le lundi 12 novembre 2007, de 17 h à 20 h, au local E-2610 du pavillon Alexandre-Taché de l'UQO, les membres du Conseil d'administration présenteront les modifications apportées aux règlements. Soyez dans l'action et prenez part aux décisions qui vous concernent.

Partenaire de votre réussite

Nouveaux cadres pour les diplômés

En prévision de la Collation des grades qui aura lieu le 3 novembre 2007, l'ADD négocie présentement une entente avec Cadres Classiques afin d'offrir à ses diplômés le meilleur rapport qualité-prix pour l'encadrement de leur diplôme. Ayant plus de 20 ans d'expérience, Cadres Classiques offrent des produits d'encadrement de haute qualité.

Surveillez le site Web de l'Association afin de connaître tous les détails.

Tournoi de golf

Malgré le beau temps, le Tournoi de golf de l'ADD, qui devait se tenir le 17 juin 2007, a côtoyé une rivale cette année : la Fête des pères ! Faute d'un nombre suffisant de participants, l'ADD a dû annuler l'activité. Mais ce n'est que partie remise ! Rendez-vous en 2008 !

L'ADD déménage !

C'est en mars 2007 que l'ADD déménageait dans ses nouveaux locaux situés au pavillon Lucien-Brault. Plus près des étudiants, cet endroit permettra à l'ADD d'être au cœur même des activités de ses futurs membres. N'hésitez pas à venir nous rencontrer au local A-1205.

Avis de recherche

Saviez-vous que l'ADD met à la disposition des diplômés une section « Avis de recherche » où il est possible de rechercher d'anciens collègues et professeurs ? Nous vous invitons à visiter cette section à www.uqo.ca/diplomes-partenaires/diplomes sous la rubrique « avis de recherche » afin de vérifier si un collègue est à votre recherche.

Vous aimeriez plutôt retrouver un ancien collègue de classe ? N'hésitez pas à envoyer un « avis de recherche » à l'adresse add@uqo.ca. Veuillez noter que votre adresse courriel et votre numéro de téléphone ne seront pas affichés sur le site Internet et que l'ADD n'agira qu'en tant qu'intermédiaire.

L'Association des diplômés et diplômées – Université du Québec en Outaouais

Fondée en 1987, l'Association des diplômés et diplômées (ADD) de l'UQO est un organisme sans but lucratif qui représente les intérêts de ses membres et nourrit des liens avec les quelque 25 000 diplômés de l'UQO.

L'ADD joue un rôle unique au sein de la collectivité. Elle représente les diplômés auprès des diverses organisations qui contribuent au rayonnement de l'UQO, de la Fondation de l'UQO, des associations professionnelles et des autres associations d'étudiants ou de diplômés.

L'Association a pour mission de cultiver le sentiment d'appartenance, de favoriser les liens avec les diplômés et de faire reconnaître la contribution des diplômés et de l'UQO dans leur milieu. Elle permet également de donner une voix crédible aux diplômés, de leur offrir des services et des avantages et d'organiser des activités.

L'UQO reconnaît l'ADD comme un partenaire de premier plan. D'ailleurs, deux représentants des diplômés siègent respectivement au Conseil d'administration de l'Université et à celui de la Fondation de l'UQO. L'Université apporte un soutien au fonctionnement de l'ADD par l'intermédiaire de son bureau de développement.



ADD • UQO

Association des diplômés et diplômées de l'UQO

Pavillon Lucien-Brault
101, rue Saint-Jean-Bosco, local A-1205
Case postale 1250, succursale Hull
Gatineau (Québec) Canada J8X 3X7
Tél. : 819 595-3971
Télec. : 819 595-3844
Courriel : add@uqo.ca
Site Internet : www.uqo.ca/diplomes



QUELQUES EXEMPLES DE NOTRE CUISINE MAISON

LES SOUPES

Chaudrée du Quai
Soupe à l'oignon

AMUSE-GUEULES

Bruschettas
Calmars frits
Escargots
Saumon fumé
Ailes de poulet

PLAT

Pattes de crabe
Filet Mignon
Saumon à l'érable
Moules et frites
Steak N.Y, 12 on.

PIZZA

Du Quai
Italienne

PATES

Linguini du Quai
Penne au poulet

NOS SANDWICHS

Club wrap
Hambourgeois



Excellente sélection de vins et portos
Spécialiste des bières
Fontaines de bière disponibles aux tables

